

T2

**Rapport du deuxième trimestre
aux actionnaires**

Période de 24 semaines close
le 17 juin 2017

NOTRE RAISON D'ÊTRE :

**Profiter
pleinement
de la vie**

Les Compagnies
Loblaw
Limitée

Rapport du deuxième trimestre de 2017 aux actionnaires

Rapport de gestion	1
Résultats financiers	38
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	44
Sommaire financier	63

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	2
2. Indicateurs de performance financière clés	4
3. Résultats d'exploitation consolidés	5
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	10
4.1 Secteur Vente au détail	11
4.2 Secteur Services financiers	15
4.3 Secteur Propriétés de Choix	16
5. Situation de trésorerie et sources de financement	17
5.1 Flux de trésorerie	17
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	19
5.3 Composantes de la dette totale	20
5.4 Situation financière	21
5.5 Notation	22
5.6 Capital social	22
5.7 Arrangements hors bilan	24
6. Instruments financiers dérivés	24
7. Résultats par trimestre	24
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	25
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	26
10. Normes comptables	26
11. Perspectives	27
12. Mesures financières non conformes aux PCGR	27
13. Informations supplémentaires	37

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2016 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2016 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la fin du Rapport annuel 2016 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 25 juillet 2017.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, les initiatives stratégiques, les changements réglementaires, dont les augmentations du salaire minimum et la poursuite de la réforme du réseau de la santé, la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues et l'état et l'incidence des déploiements de systèmes de technologies de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », à la rubrique 11, « Perspectives », et à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2017 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation, ainsi qu'à la croissance continue associée aux initiatives en cours. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 12, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du Rapport annuel 2016 de la société et dans la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité d'assurer la gestion efficace des programmes de fidélisation de la société;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;

- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;
- l'incapacité de s'adapter efficacement aux tendances de consommation ou à une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments et des médicaments;
- toute modification des lois, règles, règlements ou politiques régissant les activités de la société;
- l'incapacité d'effectuer une mise en marché efficace, de mettre en œuvre l'initiative de commerce électronique de la société ou d'adapter son modèle économique à l'évolution du marché de la vente au détail résultant des progrès numériques;
- l'incapacité de réaliser les avantages prévus, dont la croissance des produits, les économies de coûts ou les efficacités sur le plan de l'exploitation, devant découler des investissements de la société dans d'importantes initiatives qui appuient ses priorités stratégiques;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi et d'endettement des ménages, des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés et des marchandises;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives;
- les dénouements défavorables d'actions en justice ou de démarches réglementaires et questions connexes;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation, y compris les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et de contrôler les pertes.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada (les « autorités en valeurs mobilières »), y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés¹⁾

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 17 juin 2017 et au 18 juin 2016 et pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 ⁵⁾ (12 semaines)
Chiffres consolidés :		
Augmentation des produits	3,2 %	1,9 %
Résultat d'exploitation	626 \$	517 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	985	924
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,9 %	8,6 %
Bénéfice net	364 \$	156 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361	161
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	358	158
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	445	412
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,89 \$	0,39 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,11 \$	1,01 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	1 673 \$	1 234 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872	733
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	547	432
Mesures financières :		
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	1,8x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	13,6 %	12,0 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	9,3 %	8,1 %
Secteur Vente au détail :		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	1,2 %	0,4 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	3,7 %	4,0 %
Résultat d'exploitation	578 \$	475 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 007	2 826
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,8 %	26,9 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	930 \$	875 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,3 %
Secteur Services financiers⁴⁾ :		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	26 \$	29 \$
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,3 %	13,6 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,0 %	4,5 %
Secteur Propriétés de Choix⁴⁾ :		
Bénéfice net (perte nette)	42 \$	(560) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	108	102

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	11 079 \$	10 731 \$	348 \$	3,2 %	21 480 \$	21 112 \$	368 \$	1,7 %
Résultat d'exploitation	626	517	109	21,1 %	1 118	953	165	17,3 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	985	924	61	6,6 %	1 850	1 753	97	5,5 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,9 %	8,6 %			8,6 %	8,3 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	360 \$	346 \$	14 \$	4,0 %	720 \$	714 \$	6 \$	0,8 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	127	236	(109)	(46,2)%	288	393	(105)	(26,7)%
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128	128	—	— %	253	253	—	— %
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	167	163	4	2,5 %	302	291	11	3,8 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	27,0 %	28,4 %			27,0 %	28,2 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361 \$	161 \$	200 \$	124,2 %	594 \$	357 \$	237 \$	66,4 %
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société¹⁾	358	158	200	126,6 %	588	351	237	67,5 %
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	445	412	33	8,0 %	809	750	59	7,9 %
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,89 \$	0,39 \$	0,50 \$	128,2 %	1,47 \$	0,85 \$	0,62 \$	72,9 %
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,11	1,01	0,10	9,9 %	2,02	1,82	0,20	11,0 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation - dilué (en millions)	400,3	409,9			401,3	411,5		

i) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 358 millions de dollars (0,89 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 200 millions de dollars (0,50 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016. Cette hausse découle de l'amélioration de 33 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 167 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 33 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation (0,07 \$ par action ordinaire) est attribuable essentiellement aux facteurs suivants :
 - le secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises), qui reflète la hausse du chiffre d'affaires et une augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, en partie contrebalancées par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - le secteur Propriétés de Choix, qui reflète essentiellement l'accroissement du portefeuille d'immeubles appartenant à des tiers qui a découlé de l'aménagement d'immeubles et l'augmentation des loyers de base d'immeubles existants;
 - l'incidence favorable d'une diminution du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.

- l'incidence favorable nette de 167 millions de dollars (0,40 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 109 millions de dollars (0,26 \$ par action ordinaire);
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 40 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) comptabilisées à l'exercice précédent;
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 9 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) inscrites à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 8 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire).
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,03 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ a augmenté de 33 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 445 millions de dollars (1,11 \$ par action ordinaire), en raison de l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires dont il est question ci-dessus.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 588 millions de dollars (1,47 \$ par action ordinaire) pour l'exercice à ce jour, en hausse de 237 millions de dollars (0,62 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Cette hausse découle de l'amélioration de 59 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 178 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 59 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation (0,15 \$ par action ordinaire) est attribuable essentiellement aux facteurs suivants :
 - le secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises), qui reflète la hausse du chiffre d'affaires et une augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, en partie contrebalancées par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives;
 - le secteur Propriétés de Choix, qui reflète essentiellement l'accroissement du portefeuille d'immeubles appartenant à des tiers qui a découlé de l'aménagement d'immeubles et l'augmentation des loyers de base d'immeubles existants;
 - l'incidence favorable d'une diminution du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.
- l'incidence favorable nette de 178 millions de dollars (0,42 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 105 millions de dollars (0,25 \$ par action ordinaire);
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 41 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) comptabilisées à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 11 millions de dollars (0,03 \$ par action ordinaire);
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 9 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) inscrites à l'exercice précédent;
 - un avis de cotisation de 7 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent.
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,05 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 809 millions de dollars (2,02 \$ par action ordinaire) pour l'exercice à ce jour, en hausse de 59 millions de dollars (0,20 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016, en raison de l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires dont il est question ci-dessus.

Produits

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)
	(12 semaines)	(12 semaines)				(24 semaines)	(24 semaines)			
Vente au détail	10 827 \$	10 494 \$	333 \$	3,2 %		20 993 \$	20 648 \$	345 \$	1,7 %	
Services financiers	225	214	11	5,1 %		435	421	14	3,3 %	
Propriétés de Choix	209	198	11	5,6 %		412	390	22	5,6 %	
Consolidation et éliminations	(182)	(175)	(7)			(360)	(347)	(13)		
Produits	11 079 \$	10 731 \$	348 \$	3,2 %		21 480 \$	21 112 \$	368 \$	1,7 %	

Les produits ont augmenté de 348 millions de dollars, ou 3,2 %, au deuxième trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 11 079 millions de dollars, en raison essentiellement d'une augmentation de 333 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 253 millions de dollars, ou 2,4 %, par suite essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables, qui tient compte de l'incidence favorable du moment du congé de Pâques, et d'une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les produits ont augmenté de 368 millions de dollars, ou 1,7 %, comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 21 480 millions de dollars, en raison essentiellement d'une hausse de 345 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 188 millions de dollars, ou 0,9 %, en raison essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables, qui tient compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An, et d'une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 109 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 626 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 45 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 64 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 45 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation, attribuable essentiellement aux secteurs Vente au détail et Propriétés de Choix, compte tenu de la consolidation et des éliminations. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 64 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 43 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent;
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 12 millions de dollars inscrites à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 11 millions de dollars.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, le résultat d'exploitation a augmenté de 165 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2016 pour s'établir à 1 118 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 86 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 79 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 86 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation, attribuable essentiellement aux secteurs Vente au détail et Propriétés de Choix, compte tenu de la consolidation et des éliminations. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 79 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 44 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 15 millions de dollars;
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 12 millions de dollars inscrites à l'exercice précédent;
 - un avis de cotisation de 10 millions de dollars concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent.

Montant ajusté du BAIIA²⁾

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016		Variation (en %)	2017	2016		Variation (en %)
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)		(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	
Vente au détail	930 \$	875 \$	55 \$	6,3 %	1 741 \$	1 655 \$	86 \$	5,2 %
Services financiers	41	44	(3)	(6,8) %	83	88	(5)	(5,7) %
Propriétés de Choix	140	111	29	26,1 %	377	247	130	52,6 %
Consolidation et éliminations	(126)	(106)	(20)		(351)	(237)	(114)	
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	985 \$	924 \$	61 \$	6,6 %	1 850 \$	1 753 \$	97 \$	5,5 %

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 61 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 985 millions de dollars. Pour l'exercice 2017 à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est chiffré à 1 850 millions de dollars, en hausse de 97 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour s'explique essentiellement par l'amélioration de la performance des secteurs Vente au détail et Propriétés de Choix, compte tenu de la consolidation et des éliminations. La croissance du montant ajusté du BAIIA²⁾ reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au deuxième trimestre de 2017, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 14 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 360 millions de dollars, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et de l'augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 121 millions de dollars (123 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »).

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 6 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 720 millions de dollars, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et de l'augmentation des actifs liés aux TI, en partie contrebalancées par la modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 242 millions de dollars (247 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	127 \$	236 \$	288 \$	393 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	1	(108)	(35)	(140)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128 \$	128 \$	253 \$	253 \$

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 109 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 127 millions de dollars. Cette diminution reflète essentiellement l'incidence, d'un exercice à l'autre, de la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 109 millions de dollars. Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016 et il tient compte de ce qui suit :

- une diminution des charges d'intérêts du secteur Vente au détail attribuable au remboursement de billets à moyen terme au deuxième trimestre de 2016; facteur en partie contrebalancé par :
- une augmentation des charges d'intérêts du secteur Propriétés de Choix attribuable à une hausse des prélèvements effectués sur ses facilités de crédit et à une augmentation des distributions sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 105 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 288 millions de dollars. La diminution s'explique essentiellement par l'incidence, d'un exercice à l'autre, de la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 105 millions de dollars. Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ est demeuré inchangé par rapport à celui inscrit pour la période correspondante de 2016 et il tient compte de ce qui suit :

- une diminution des charges d'intérêts du secteur Vente au détail attribuable au remboursement de billets à moyen terme au deuxième trimestre de 2016; facteur en partie contrebalancé par :
- une augmentation des charges d'intérêts du secteur Propriétés de Choix attribuable à une hausse des prélèvements effectués sur ses facilités de crédit, à un profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations au cours de l'exercice précédent et à une augmentation des distributions sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Impôt sur le résultat	135 \$	125 \$	234 \$	217 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	32	38	68	77
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	(3)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ⁽²⁾	167 \$	163 \$	302 \$	291 \$
Taux d'impôt effectif	27,1 %	44,5 %	28,2 %	38,8 %
Montant ajusté du taux d'impôt ⁽²⁾	27,0 %	28,4 %	27,0 %	28,2 %

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,1 % au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 44,5 % au deuxième trimestre de 2016. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à une diminution de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie et à une diminution de certains autres éléments non déductibles.

Au deuxième trimestre de 2017, le montant ajusté du taux d'impôt⁽²⁾ s'est établi à 27,0 %, comparativement à 28,4 % au deuxième trimestre de 2016. La diminution du montant ajusté du taux d'impôt⁽²⁾ est essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.

Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif s'est établi à 28,2 %, comparativement à 38,8 % pour la période correspondante de 2016. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à une diminution de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, à une diminution de certains autres éléments non déductibles et à une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé de l'incidence d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du taux d'impôt⁽²⁾ s'est établi à 27,0 %, comparativement à 28,2 % pour la période correspondante de 2016. La diminution du montant ajusté du taux d'impôt⁽²⁾ est essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient, gère et aménage des immeubles de commerces de détail et des immeubles commerciaux partout au Canada. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

4.1 Secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)
	(12 semaines)	(12 semaines)				(24 semaines)	(24 semaines)			
Chiffre d'affaires	10 827 \$	10 494 \$	333 \$	3,2 %		20 993 \$	20 648 \$	345 \$	1,7 %	
Résultat d'exploitation	578	475	103	21,7 %		1 024	868	156	18,0 %	
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 007	2 826	181	6,4 %		5 851	5 603	248	4,4 %	
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,8 %	26,9 %				27,9 %	27,1 %			
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	930 \$	875 \$	55 \$	6,3 %		1 741 \$	1 655 \$	86 \$	5,2 %	
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,3 %				8,3 %	8,0 %			
Amortissements des immobilisations corporelles	353 \$	339 \$	14 \$	4,1 %		705 \$	701 \$	4 \$	0,6 %	

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017		2016		2017		2016	
	(12 semaines)		(12 semaines)		(24 semaines)		(24 semaines)	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables
Secteur de l'alimentation au détail	7 944 \$	1,2 %	7 718 \$	0,4 %	15 337 \$	0,0 %	15 108 \$	1,2 %
Secteur des pharmacies au détail	2 883	3,7 %	2 776	4,0 %	5 656	2,4 %	5 540	5,1 %
Médicaments sur ordonnance	1 377	2,9 %	1 324	3,6 %	2 720	2,1 %	2 637	3,9 %
Produits de l'avant du magasin	1 506	4,5 %	1 452	4,3 %	2 936	2,5 %	2 903	6,3 %

Le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, le montant ajusté de la marge brute²⁾, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté de la marge du BAIIA²⁾ rendent compte de l'incidence de la consolidation des franchises, tel qu'il est indiqué à la rubrique « Autres questions liées au secteur Vente au détail » pour les périodes closes aux dates indiquées.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 10 827 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 333 millions de dollars, ou 3,2 %, comparativement à celui du deuxième trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 253 millions de dollars, ou 2,4 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,0 % pour le trimestre (0,7 % en 2016) si l'on ne tient pas compte de l'augmentation de 0,2 % liée aux postes d'essence (diminution de 0,3 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence favorable du moment du congé de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail est demeuré relativement inchangé. Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,2 % (0,4 % en 2016).
 - La croissance du chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a été modeste;
 - Le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance n'a pas connu de croissance;
 - Le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a été solide;
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments du secteur de l'alimentation au détail de la société a reculé et a été légèrement supérieur (légèrement inférieur en 2016) à la déflation nationale moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,4 % (inflation de 1,8 % en 2016), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société.

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 3,7 % (4,0 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence favorable du moment du congé de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté d'environ 2,9 %.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté de 2,9 % (3,6 % en 2016). Le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,4 % (3,6 % en 2016). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 3,7 % (3,3 % en 2016) et, d'un exercice à l'autre, la valeur moyenne des ordonnances a diminué de 1,1 % (augmenté de 0,4 % en 2016). Le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance reflète l'incidence défavorable du jour de vente en moins en raison du congé de Pâques. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du congé de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté d'environ 3,5 %.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 4,5 % (4,3 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence favorable du moment du congé de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté d'environ 2,3 %.
- Au cours des 12 derniers mois, 32 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 18 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail de 0,5 million de pieds carrés, ou 0,7 %.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 345 millions de dollars, ou 1,7 %, comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 20 993 millions de dollars. Le chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 229 millions de dollars, ou 1,5 %, pour l'exercice à ce jour pour s'établir à 15 337 millions de dollars. Le chiffre d'affaires du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 116 millions de dollars, ou 2,1 %, pour s'établir à 5 656 millions de dollars.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a diminué de 0,5 % (augmentation de 1,6 % en 2016) si l'on ne tient pas compte de l'augmentation de 0,5 % liée aux postes d'essence (diminution de 0,4 % en 2016). Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail rend compte des investissements dans la promotion dans le secteur de l'alimentation au détail et il est demeuré relativement inchangé si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An. Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail est demeuré inchangé (1,2 % en 2016).

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 2,4 %, en raison de l'augmentation de 2,1 % (3,9 % en 2016) du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance et de l'augmentation de 2,5 % (6,3 % en 2016) du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté d'environ 2,7 %, en raison de l'augmentation d'environ 2,5 % du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance et de l'augmentation d'environ 2,9 % du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 103 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 578 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 39 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 64 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 39 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète la hausse du chiffre d'affaires et une augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, en partie contrebalancées par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 64 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, s'explique principalement par ce qui suit :
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 43 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent;
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 12 millions de dollars inscrites à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 11 millions de dollars.

Pour l'exercice à ce jour, le résultat d'exploitation a augmenté de 156 millions de dollars comparativement à celui de la période correspondante de 2016 pour s'établir à 1 024 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 77 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 79 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 77 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète la hausse du chiffre d'affaires et une augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, en partie contrebalancées par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 79 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement s'explique principalement par ce qui suit :
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 44 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 15 millions de dollars;
 - les charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray et touchés par des feux incontrôlés de 12 millions de dollars inscrites à l'exercice précédent;
 - un avis de cotisation de 10 millions de dollars concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent.

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 3 007 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 181 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,8 %, en hausse de 90 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 96 millions de dollars. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, s'est établi à 26,7 %, en hausse de 30 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016. L'augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ est surtout attribuable aux améliorations au chapitre des pertes de stocks du secteur de l'alimentation au détail, en partie contrebalancées par la diminution des marges du secteur des pharmacies au détail.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 5 851 millions de dollars, en hausse de 248 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,9 %, en hausse de 80 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 83 millions de dollars. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, s'est établi à 26,8 %, en hausse de 10 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ est attribuable essentiellement aux améliorations au chapitre des pertes du secteur de l'alimentation au détail et des marges du secteur des pharmacies au détail, en partie contrebalancées par la diminution des marges du secteur de l'alimentation au détail qui a découlé des investissements affectés à la promotion.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 930 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 55 millions de dollars par rapport à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 126 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 60 points de base comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 19,2 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 54 millions de dollars. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, se sont établis à 18,1 %, soit une augmentation défavorable de 10 points de base comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016, attribuable essentiellement à certains coûts non récurrents.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 1 741 millions de dollars, en hausse de 86 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ pour l'exercice à ce jour dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 162 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 50 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 19,6 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 23 millions de dollars. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, se sont établis à 18,5 %, soit une amélioration de 10 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison de l'incidence

positive des fermetures de magasins et des dessaisissements effectués au deuxième trimestre de 2016, en partie contrebalancée par certains coûts non récurrents.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 353 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 14 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et d'une augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 121 millions de dollars (123 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Pour l'exercice à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 705 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et d'une augmentation des actifs liés aux TI, en partie contrebalancées par la modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 242 millions de dollars (247 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Réseau de postes d'essence Le 17 juillet 2017, la société a vendu les activités liées à ses postes d'essence à Brookfield Business Partners L.P. (« Brookfield ») en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. Par suite de la transaction, Brookfield est devenue un partenaire stratégique de la société et continuera d'offrir le programme de fidélisation PC Plus aux postes d'essence. Comme au premier trimestre de 2017, la société a classé des immobilisations corporelles de 78 millions de dollars et des stocks de 10 millions de dollars, liés aux activités de postes d'essence, dans les actifs détenus en vue de la vente au 17 juin 2017. De plus, la société a classé des fournisseurs et charges à payer connexes de 54 millions de dollars qui seront repris par l'acheteur à titre de passifs détenus en vue de la vente au 17 juin 2017. En 2016, ces activités ont généré des ventes d'environ 1 700 millions de litres d'essence et ont représenté un apport d'environ 1 500 millions de dollars au chiffre d'affaires. Compte tenu du bénéfice découlant des activités des postes d'essence et de l'engagement soutenu de la société de financer certains programmes de fidélisation, l'incidence annuelle prévue devrait représenter une réduction d'environ 80 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾, sur la base des données de 2016. La société prévoit utiliser le produit de la vente à des fins générales.

Consolidation des franchises La société détient plus de 500 magasins franchisés d'alimentation au détail. À la clôture du deuxième trimestre de 2017, 241 de ces magasins avaient été consolidés aux fins comptables aux termes d'un nouveau contrat de franchise simplifié (le « contrat de franchise ») qui est entré en vigueur en 2015.

La société convertira les franchises existantes au contrat de franchise à l'expiration de leur contrat actuellement en vigueur, après quoi toutes les franchises auront été consolidées. Le tableau qui suit présente l'incidence totale de la consolidation des franchises dont rendent compte les résultats consolidés de la société.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Nombre de magasins franchisés consolidés à l'ouverture de la période	225	115	200	85
Ajouter : Nombre net de magasins franchisés consolidés pendant la période	16	17	41	47
Nombre de magasins franchisés consolidés à la clôture de la période	241	132	241	132
Chiffre d'affaires	155 \$	75 \$	296 \$	139 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	160	75	299	134
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	12	(1)	19	(7)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	10	4	19	8
Bénéfice (perte) d'exploitation	2	(5)	—	(15)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3	(5)	2	(14)

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par le bénéfice (la perte) d'exploitation présenté dans le tableau ci-dessus, puisque le bénéfice (la perte) inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

La société s'attend à ce que les nouvelles franchises consolidées et les franchises actuellement consolidées donnent lieu à des produits d'environ 680 millions de dollars, à un montant ajusté du BAIIA²⁾ d'environ 55 millions de dollars, à des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles d'environ 45 millions de dollars et à un bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle d'environ 10 millions de dollars pour l'exercice 2017.

4.2 Secteur Services financiers⁴⁾

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	225 \$	214 \$	11 \$	5,1 %	435 \$	421 \$	14 \$	3,3 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	26	29	(3)	(10,3) %	51	57	(6)	(10,5) %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 841 \$	2 717 \$	124 \$	4,6 %
Créances sur cartes de crédit	2 908	2 767	141	5,1 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	48	52	(4)	(7,7) %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,3 %	13,6 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,0 %	4,5 %		

Produits Les produits se sont établis à 225 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 435 millions de dollars, en hausse de 14 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des produits enregistrée au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts et des commissions d'interchange nettes attribuable à la croissance du portefeuille de cartes de crédit;
- l'augmentation du chiffre d'affaires attribuable aux kiosques La Boutique Mobile.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 26 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en baisse de 3 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 51 millions de dollars, en baisse de 6 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. La diminution du bénéfice avant impôt enregistrée au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des charges d'exploitation et des coûts liés au programme de fidélisation du secteur Services financiers; facteur en partie contrebalancé par :
- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus;
- la diminution des pertes sur créances qui a découlé du solide rendement en matière de crédit du portefeuille.

Créances sur cartes de crédit Au 17 juin 2017, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 908 millions de dollars, en hausse de 141 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 18 juin 2016, en raison essentiellement de la croissance de la clientèle active qui a découlé des investissements soutenus au chapitre de l'acquisition de clients et des initiatives en matière de commercialisation et de produits. Au 17 juin 2017, le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit s'établissait à 48 millions de dollars, en baisse de 4 millions de dollars comparativement au 18 juin 2016, en raison du solide rendement en matière de crédit du portefeuille.

4.3 Secteur Propriétés de Choix⁴⁾

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016			2017	2016		
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	209 \$	198 \$	11 \$	5,6 %	412 \$	390 \$	22 \$	5,6 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	98	671	(573)	(85,4) %	311	939	(628)	(66,9) %
Bénéfice net (perte nette) ⁱⁱ⁾	42	(560)	602	107,5 %	66	(692)	758	109,5 %
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	108	102	6	5,9 %	217	205	12	5,9 %

i) Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières tiennent compte d'un ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite.

ii) Propriétés de Choix est classée comme une « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et, par conséquent, le bénéfice net (la perte nette) est équivalent au bénéfice avant impôt sur le résultat.

Produits Les produits se sont établis à 209 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016, et ils tiennent compte d'un montant de 182 millions de dollars (175 millions de dollars en 2016) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 412 millions de dollars, en hausse de 22 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, et ils tiennent compte d'un montant de 360 millions de dollars (347 millions de dollars en 2016) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. L'augmentation des produits au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- les produits tirés des immeubles acquis en 2016 et en 2017;
- l'augmentation des loyers de base et des recouvrements de charges d'exploitation d'immeubles existants;
- les produits supplémentaires tirés de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières se sont établies à 98 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en baisse de 573 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2016, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite, en partie contrebalancée par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation des distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite et à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières se sont établies à 311 millions de dollars, en baisse de 628 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite, en partie contrebalancée par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation des distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite, à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et à un profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations à l'exercice précédent.

Bénéfice net (perte nette) Le bénéfice net a augmenté de 602 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement au résultat inscrit au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 42 millions de dollars. Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice net s'est établi à 66 millions de dollars, en hausse de 758 millions de dollars comparativement au résultat inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du bénéfice net au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite;
- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;
- les résultats d'exploitation supplémentaires nets tirés des acquisitions et de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés;
- l'augmentation des loyers de base d'immeubles existants.

Fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ Les fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ ont augmenté de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016 pour s'établir à 108 millions de dollars, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles, en partie contrebalancé par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit.

Pour l'exercice à ce jour, les fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ se sont établis à 217 millions de dollars, en hausse de 12 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles, en partie contrebalancé par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et par le profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations à l'exercice précédent.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 038 \$	1 243 \$	(205) \$	(16,5) %	1 314 \$	1 018 \$	296 \$	29,1 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :								
Activités d'exploitation	872	733	139	19,0 %	1 251	1 546	(295)	(19,1) %
Activités d'investissement	(318)	(156)	(162)	(103,8) %	(569)	(290)	(279)	(96,2) %
Activités de financement	(316)	(606)	290	47,9 %	(720)	(1 055)	335	31,8 %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	(4)	4	100,0 %	—	(9)	9	100,0 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 276 \$	1 210 \$	66 \$	5,5 %	1 276 \$	1 210 \$	66 \$	5,5 %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 872 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 139 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- une variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement découlant d'une diminution des fournisseurs et autres passifs à la fin du premier trimestre de 2017 attribuable au moment du congé de Pâques, en partie contrebalancée par des variations des créances et des stocks;
- une augmentation du bénéfice en trésorerie; facteurs en partie contrebalancés par;
- une augmentation de l'impôt sur le résultat payé.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 1 251 millions de dollars, en baisse de 295 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable au moment du recouvrement des créances;
- une augmentation de l'impôt sur le résultat payé; facteurs en partie contrebalancés par
- une augmentation du bénéfice en trésorerie.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 318 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 162 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 569 millions de dollars, en hausse de 279 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des sorties nettes liées aux activités d'investissement au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour s'explique essentiellement par une augmentation des placements à court terme attribuable à la diminution de la volatilité de la trésorerie quotidienne.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 17 juin 2017 et au 18 juin 2016 ou pour les périodes closes à ces dates	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	408 \$	371 \$	10,0 %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	35,8	35,7	0,3 %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	16,1	15,9	1,3 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires (en millions de pieds carrés)	18,2	18,0	1,1 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,1	69,6	0,7 %
Nombre de magasins détenus par la société	565	569	(0,7) %
Nombre de magasins franchisés	530	525	1,0 %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires	1 330	1 317	1,0 %
Nombre total de magasins	2 425	2 411	0,6 %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	47 %	47 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens-propriétaires (en pourcentage)	1 %	1 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	63 400	62 700	1,1 %
Magasins franchisés	30 400	30 300	0,3 %
Pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires	13 700	13 700	— %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 316 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en baisse de 290 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 720 millions de dollars, en baisse de 335 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016. Cette baisse des sorties nettes liées aux activités de financement au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de la diminution des remboursements nets effectués sur la dette à long terme, en partie contrebalancée par l'augmentation du nombre d'actions ordinaires rachetées.

Les opérations importantes touchant la dette à long terme de la société sont décrites à la rubrique 5.3, « Composantes de la dette totale ».

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	547 \$	432 \$	115 \$	26,6 %	624 \$	944 \$	(320) \$	(33,9) %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 547 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 115 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2016, en raison essentiellement de l'augmentation des entrées nettes liées aux activités d'exploitation dont il est question ci-dessus.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 624 millions de dollars, en baisse de 320 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de la diminution des entrées nettes liées aux activités d'exploitation dont il est question ci-dessus.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières. Propriétés de Choix prévoit obtenir du financement à long terme, en vue de l'acquisition de propriétés faisant augmenter sa valeur, essentiellement en émettant des titres de capitaux propres et des débetures non garanties.

La société gère la structure de son capital en fonction de chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine dans lequel chaque secteur exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

	Au 17 juin 2017				Au 18 juin 2016				Au 31 décembre 2016			
(en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total
Dette bancaire	284 \$	— \$	36 \$	320 \$	269 \$	— \$	— \$	269 \$	115 \$	— \$	— \$	115 \$
Dette à court terme	—	560	—	560	—	475	—	475	—	665	—	665
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	398	182	1	581	56	44	203	303	56	142	202	400
Dette à long terme	5 640	1 391	3 307	10 338	5 995	1 439	2 985	10 419	6 019	1 436	3 015	10 470
Certains autres passifs	33	—	—	33	32	—	—	32	31	—	—	31
Total de la dette	6 355 \$	2 133 \$	3 344 \$	11 832 \$	6 352 \$	1 958 \$	3 188 \$	11 498 \$	6 221 \$	2 243 \$	3 217 \$	11 681 \$

Secteur Vente au détail La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	1,8x	1,7x

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 17 juin 2017 est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au 31 décembre 2016, et il a diminué comparativement à celui inscrit au 18 juin 2016 en raison essentiellement de la croissance du montant ajusté du BAIIA²⁾.

Banque le Choix du Président Les objectifs de gestion du capital de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »).

Secteur Propriétés de Choix Propriétés de Choix gère la structure de son capital de manière à maintenir des paramètres de crédit cadrant avec ceux de fiducies de placement immobilier (« FPI ») dont les notations sont élevées. Propriétés de Choix suit de près les paramètres pertinents au secteur des FPI, ce qui inclut de cibler un ratio de la dette sur le total des actifs approprié.

Clauses restrictives et exigences réglementaires La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 17 juin 2017 et les ont respectées tout au long du premier semestre de 2017. Au 17 juin 2017 et tout au long du premier semestre de 2017, la Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires.

Prospectus préalable de base simplifié Au deuxième trimestre de 2017, la société a déposé un prospectus préalable de base simplifié visant l'émission éventuelle de débetures non garanties ou d'actions privilégiées d'au plus 2 milliards de dollars, sous réserve de la disponibilité de capitaux sur les marchés financiers.

5.3 Composantes de la dette totale

Déventures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des déventures et des billets à moyen terme émis au cours des périodes closes aux dates indiquées :

			17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Déventures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix						
– Série G	3,20 %	7 mars 2023	— \$	— \$	— \$	250 \$
– Série H	5,27 %	7 mars 2046	—	—	—	100
Total des déventures et des billets à moyen terme émis			— \$	— \$	— \$	350 \$

Le tableau qui suit présente un résumé des déventures et des billets à moyen terme remboursés au cours des périodes closes aux dates indiquées :

			17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Billets de Les Compagnies Loblaw Limitée	7,10 %	1 ^{er} juin 2016	— \$	300 \$	— \$	300 \$
Billets de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	2,01 %	24 mai 2016	—	225	—	225
Déventures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 6	3,00 %	20 avril 2017 ⁱ⁾	—	—	200	—
Déventures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5	3,00 %	20 avril 2016 ⁱⁱ⁾	—	—	—	300
Total des déventures et des billets à moyen terme remboursés			— \$	525 \$	200 \$	825 \$

i) Les déventures non garanties de série 6 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 23 janvier 2017.

ii) Les déventures non garanties de série 5 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 7 mars 2016.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 17 juin 2017, au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

		Au 17 juin 2017		Au 18 juin 2016		Au 31 décembre 2016	
(en millions de dollars canadiens)	Date d'échéance	Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	10 juin 2021	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium	5 juillet 2021	500	214	500	142	500	172
Facilité de crédit bilatérale engagée de Propriétés de Choix	21 décembre 2018	250	250	—	—	250	—
Total des lignes de crédit engagées		1 750 \$	464 \$	1 500 \$	142 \$	1 750 \$	172 \$

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}* et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants titrisés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}</i>	650 \$	650 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	560	475	665
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 210 \$	1 125 \$	1 315 \$

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 17 juin 2017 et s'y est conformée tout au long du premier semestre de 2017.

Fiducies de financement indépendantes Au 17 juin 2017, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 555 millions de dollars (545 millions de dollars au 18 juin 2016; 587 millions de dollars au 31 décembre 2016) sur la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes. La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes. Au 17 juin 2017, la société a accepté d'accorder un rehaussement de crédit de 64 millions de dollars (58 millions de dollars au 18 juin 2016; 64 millions de dollars au 31 décembre 2016) en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % (au moins 10 % au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016) du capital des prêts en cours.

5.4 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle

	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016 ⁵⁾	Au 31 décembre 2016
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,6 %	12,0 %	12,9 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	9,3 %	8,1 %	8,8 %

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle au 17 juin 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net et des actions ordinaires rachetées. Le montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle au 17 juin 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement des facteurs mentionnés ci-dessus et de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements à court terme.

5.5 Notation

Au deuxième trimestre de 2017, Standard & Poor's a confirmé les notations et les perspectives attribuées à la société. Le tableau qui suit présente les notations actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Notation	Tendance	Notation	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débentures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

Après la clôture du deuxième trimestre de 2017, Standard & Poor's a confirmé les notations et les perspectives attribuées à Propriétés de Choix. Le tableau qui suit présente les notations actuelles de Propriétés de Choix :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Notation	Tendance	Notation	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Débentures non garanties de premier rang	BBB	Positive	BBB	s. o.

5.6 Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

	17 juin 2017 (12 semaines)		18 juin 2016 (12 semaines)		17 juin 2017 (24 semaines)		18 juin 2016 (24 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	398 351 252	7 671 \$	407 324 440	7 828 \$	400 829 870	7 713 \$	409 985 226	7 861 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	277 055	14	183 394	8	501 930	24	914 608	40
Rachetées et annulées	(3 379 400)	(66)	(1 970 000)	(38)	(6 082 893)	(118)	(5 362 000)	(103)
Émises et en circulation à la clôture de la période	395 248 907	7 619 \$	405 537 834	7 798 \$	395 248 907	7 619 \$	405 537 834	7 798 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 785 131)	(34) \$	(1 187 318)	(22) \$	(1 105 620)	(21) \$	(643 452)	(10) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	—	—	(686 000)	(13)	(1 250 000)	(24)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	926 325	18	27 453	—	932 814	18	733 587	12
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(858 806)	(16) \$	(1 159 865)	(22) \$	(858 806)	(16) \$	(1 159 865)	(22) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	394 390 101	7 603 \$	404 377 969	7 776 \$	394 390 101	7 603 \$	404 377 969	7 776 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	396 370 522		406 094 151		397 912 758		407 553 460	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes à l'étude :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	3 379 400	1 970 000	6 082 893	5 362 000
Contrepartie en trésorerie payée	260 \$	132 \$	452 \$	363 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	194	94	334	260
Diminution du capital social ordinaire	66	38	118	103
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	—	686 000	1 250 000
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	— \$	48 \$	90 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	—	35	66
Diminution du capital social ordinaire	—	—	13	24

Au deuxième trimestre de 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 016 472 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes closes aux dates indiquées :

	17 juin 2017 ⁱ⁾ (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :				
Actions ordinaires	0,27 \$	0,26 \$	0,53 \$	0,51 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$	0,66250 \$	0,66250 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,27 \$ par action ordinaire au deuxième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 1^{er} juillet 2017, tandis que les dividendes déclarés de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au deuxième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 30 juin 2017.

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Dividendes déclarés :				
Actions ordinaires	106 \$	106 \$	210 \$	208 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3	6	6
Total des dividendes déclarés	109 \$	109 \$	216 \$	214 \$

Après la clôture du deuxième trimestre de 2017, le Conseil d'administration (le « Conseil ») a déclaré un dividende trimestriel de 0,27 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2017, et un dividende de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 septembre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2017.

5.7 Arrangements hors bilan

La société a recours à des arrangements hors bilan, notamment des lettres de crédit, des garanties et des garanties sous forme de trésorerie, dans le cadre de certaines obligations. Aucun changement important n'a été apporté aux arrangements hors bilan de la société au premier semestre de 2017. Voir la rubrique 7.7, « Arrangements hors bilan », du Rapport annuel 2016 de la société pour une analyse des principaux arrangements hors bilan de la société.

6. Instruments financiers dérivés

La société a recours à des instruments dérivés pour atténuer certains des risques financiers auxquels elle est exposée. La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. La société n'a conclu aucun contrat à terme sur obligations ou swap de taux d'intérêt important au premier semestre de 2017.

La société a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Pour plus de précisions sur l'incidence qu'ont eue ces instruments au premier semestre de 2017, voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion.

7. Résultats par trimestre

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur du commerce de détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2017 et 2016 comptaient 52 semaines. Le prochain exercice de 53 semaines sera l'exercice 2020. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2017	2016	2017	2016	2016	2015	2016	2015
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(16 semaines)	(16 semaines)
Produits	11 079 \$	10 731 \$	10 401 \$	10 381 \$	11 130 \$	10 865 \$	14 143 \$	13 946 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	358	158	230	193	201	128	419	166
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	445	412	364	338	393	363	512	408
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,90 \$	0,39 \$	0,58 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$	1,04 \$	0,40 \$
Dilué (en dollars)	0,89 \$	0,39 \$	0,57 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$	1,03 \$	0,40 \$
Montant ajusté dilué du bénéfice net par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,11 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,82 \$	0,97 \$	0,87 \$	1,26 \$	0,98 \$
(Déflation) inflation nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	(1,4) %	1,8 %	(3,9) %	4,3 %	(2,3) %	4,1 %	0,2 %	3,8 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	1,2 %	0,4 %	(1,2) %	2,0 %	1,1 %	2,4 %	0,8 %	1,3 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	3,7 %	4,0 %	0,9 %	6,3 %	3,4 %	5,0 %	2,8 %	4,9 %

Produits Les produits des huit derniers trimestres ont été touchés par divers facteurs, dont les suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- l'incidence de la conjoncture macroéconomique sur les prix dans les secteurs de l'alimentation au détail et des pharmacies au détail;
- les fluctuations du prix de vente de l'essence des postes d'essence de la société;
- la consolidation des franchises;
- les variations de la superficie nette de vente au détail. Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,1 million de pieds carrés pour atteindre 70,1 millions de pieds carrés, en raison essentiellement de l'ouverture de nouveaux magasins, en partie contrebalancée par le plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 et réalisé au premier semestre de 2016.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- les synergies nettes liées à l'acquisition;
- l'incidence du plan de fermeture de magasins de la société;
- l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation de la société;
- l'incidence d'éléments d'ajustement dont il est question à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », notamment :
 - la dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente;
 - les charges de restructuration et autres charges connexes;
 - la conversion de magasins en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives;
 - les pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par la consolidation des franchises, puisque le résultat connexe inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2017 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2016 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2016 ainsi que la notice annuelle 2016 de la société peuvent être consultés à www.sedar.com. Ces risques et ces stratégies de gestion des risques demeurent inchangés.

10. Normes comptables

Normes entrées en vigueur en 2017

Tableau des flux de trésorerie La société a mis en œuvre les modifications de la Norme comptable internationale (« IAS ») 7, *Tableau des flux de trésorerie*, au premier trimestre de 2017 et a fourni des informations sur les variations des passifs liés à certaines activités de financement, y compris les variations résultant des flux de trésorerie, mais aussi les variations sans contrepartie de trésorerie, dans les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Modifications de normes comptables

Impôt sur le résultat En novembre 2016, l'IFRS Interpretations Committee a publié la décision à l'ordre du jour liée au mode attendu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée lors de l'évaluation de l'impôt différé selon l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et a clarifié son interprétation selon laquelle une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'a pas de durée d'utilité illimitée et que ses avantages économiques iront à une entité dans les périodes futures du fait de son utilisation et non uniquement de sa vente future. Par conséquent, il est approprié d'évaluer le passif d'impôt différé connexe au taux d'impôt sur le résultat applicable au revenu imposable ordinaire qui devrait s'appliquer au cours des exercices durant lesquels les différences temporaires devraient être recouvrées ou réglées. Les méthodes comptables de la société traduisaient un point de vue accepté selon lequel une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée sera recouvrée par le biais de sa sortie et utilisaient le taux d'impôt sur les gains en capital pour évaluer l'impôt sur le résultat différé lié à ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La société a mis en œuvre cette directive au quatrième trimestre de 2016 rétrospectivement à titre de modification de méthodes comptables conformément à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. L'incidence de cette modification se présente comme suit :

Bilan consolidé résumé	
Augmentation (diminution)	Au
(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016
Goodwill	418 \$
Passifs d'impôt différé	458
Résultats non distribués	(40)

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net en 2016.

11. Perspectives³⁾

Les perspectives de Loblaw pour 2017 demeurent inchangées. Loblaw demeure concentrée sur son cadre stratégique, qui vise à lui permettre d'avoir la meilleure offre dans les domaines des produits d'alimentation, de santé et de beauté, d'assurer l'excellence au chapitre de l'exploitation et de générer de la croissance. Ce cadre repose sur notre plan financier axé sur le maintien d'affaires stables. Cette stratégie vise un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et une marge brute stable, la génération d'efficacités afin de générer un levier d'exploitation et le remboursement de capital aux actionnaires.

Sur une base comparative d'un exercice complet à l'autre, malgré le contexte déflationniste actuel, la société prévoit ce qui suit en 2017 :

- la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et d'une marge brute stable pour son secteur Vente au détail dans un marché de l'alimentation hautement concurrentiel, malgré les pressions négatives persistantes exercées par la réforme du réseau de la santé;
- l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net;
- l'affectation d'environ 1,3 milliard de dollars au titre des dépenses d'investissement, dont 1,0 milliard de dollars pour son secteur Vente au détail;
- le remboursement de capital aux actionnaires au moyen de l'affectation d'une fraction importante des flux de trésorerie disponibles au rachat d'actions.

Au-delà de 2017, les augmentations du salaire minimum récemment annoncées en Ontario et en Alberta ainsi que la poursuite de la réforme du réseau de la santé au Québec influenceront négativement sur le bénéfice net de la société. L'incidence attendue des augmentations du salaire minimum sur les charges salariales devrait se traduire par une hausse d'environ 190 millions de dollars en 2018. En outre, la réforme du réseau de la santé récemment annoncée au Québec aura une incidence plus importante en 2018 qu'au cours des exercices précédents. La société évalue actuellement comment elle atténuera l'incidence de ces événements.

12. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail; le montant ajusté du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « montant ajusté du BAIIA »); le montant ajusté de la marge du BAIIA; le montant ajusté du résultat d'exploitation; le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières; le montant ajusté de l'impôt sur le résultat; le montant ajusté du taux d'impôt; le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires; le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire; les flux de trésorerie disponibles; le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ainsi que, dans le cas de Propriétés de Choix, les fonds provenant des activités d'exploitation. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Marge brute du secteur Vente au détail, montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté de la marge brute par secteur avec la marge brute par secteur, laquelle fait l'objet d'un rapprochement avec les produits et le coût des marchandises vendues établis conformément aux PCGR et présentés dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère la marge brute du secteur Vente au détail et le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme des mesures utiles l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail divisé par les produits du secteur Vente au détail.

	2017 (12 semaines)					2016 (12 semaines)				
Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total
Produits	10 827 \$	225 \$	209 \$	(182) \$	11 079 \$	10 494 \$	214 \$	198 \$	(175) \$	10 731 \$
Coût des marchandises vendues	7 820	22	—	—	7 842	7 683	18	—	—	7 701
Marge brute	3 007 \$	203 \$	209 \$	(182) \$	3 237 \$	2 811 \$	196 \$	198 \$	(175) \$	3 030 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :										
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Montant ajusté de la marge brute	3 007 \$	203 \$	209 \$	(182) \$	3 237 \$	2 826 \$	196 \$	198 \$	(175) \$	3 045 \$

	2017 (24 semaines)					2016 (24 semaines)				
Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total
Produits	20 993 \$	435 \$	412 \$	(360) \$	21 480 \$	20 648 \$	421 \$	390 \$	(347) \$	21 112 \$
Coût des marchandises vendues	15 142	40	—	—	15 182	15 061	34	—	—	15 095
Marge brute	5 851 \$	395 \$	412 \$	(360) \$	6 298 \$	5 587 \$	387 \$	390 \$	(347) \$	6 017 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :										
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3
Montant ajusté de la marge brute	5 851 \$	395 \$	412 \$	(360) \$	6 298 \$	5 603 \$	387 \$	390 \$	(347) \$	6 033 \$

Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray Au deuxième trimestre de 2016, 10 magasins de détail situés à Fort McMurray ont subi des dommages causés par un feu incontrôlé qui a forcé l'évacuation de la ville. La société a comptabilisé des charges au titre des pertes de stocks, des coûts liés au nettoyage et d'autres coûts liés à la remise en état des lieux.

Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail En 2015, la société a commencé à s'employer activement à vendre certains actifs des entreprises de soins de santé accessoires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et a comptabilisé des pertes de valeur sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes. En 2016, la société a mené à terme la vente d'une partie de ces actifs.

Au deuxième trimestre de 2016, la société a mis un terme à ses efforts de vente des actifs restants et les a intégrés à ses activités courantes. Par conséquent, elle a comptabilisé une charge de 4 millions de dollars liée à la dépréciation des stocks et des reprises de 8 millions de dollars sur des pertes de valeur comptabilisées précédemment sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes.

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de réduction des coûts ainsi que ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Montant ajusté du résultat d'exploitation, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté du BAIIA avec le résultat d'exploitation établi conformément aux PCGR, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société établi conformément aux PCGR qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

	2017 (12 semaines)					2016 (12 semaines)				
Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					361 \$					161 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					3					(5)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					127					236
Impôt sur le résultat					135					125
Résultat d'exploitation	578 \$	39 \$	140 \$	(131) \$	626 \$	475 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	517 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	121 \$	— \$	— \$	— \$	121 \$	123 \$	— \$	— \$	— \$	123 \$
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	(1)	—	—	—	(1)	10	—	—	—	10
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	43	—	—	—	43
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	—	—	—	—	—	12	—	—	—	12
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	(4)	—	—	—	(4)
Éléments d'ajustement	120 \$	— \$	— \$	— \$	120 \$	184 \$	— \$	— \$	— \$	184 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	698 \$	39 \$	140 \$	(131) \$	746 \$	659 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	701 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	353	2	—	5	360	339	3	—	4	346
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(121)	—	—	—	(121)	(123)	—	—	—	(123)
Montant ajusté du BAIIA	930 \$	41 \$	140 \$	(126) \$	985 \$	875 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	924 \$

	2017 (24 semaines)					2016 (24 semaines)				
Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					594 \$					357 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					2					(14)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					288					393
Impôt sur le résultat					234					217
Résultat d'exploitation	1 024 \$	78 \$	377 \$	(361) \$	1 118 \$	868 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	953 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	242 \$	— \$	— \$	— \$	242 \$	247 \$	— \$	— \$	— \$	247 \$
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	7	—	—	—	7	2	—	—	—	2
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	5	—	—	—	5	20	—	—	—	20
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	44	—	—	—	44
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	—	—	—	—	—	12	—	—	—	12
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	(4)	—	—	—	(4)
Éléments d'ajustement	254 \$	— \$	— \$	— \$	254 \$	333 \$	— \$	— \$	— \$	333 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	1 278 \$	78 \$	377 \$	(361) \$	1 372 \$	1 201 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	1 286 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	705	5	—	10	720	701	6	—	7	714
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(242)	—	—	—	(242)	(247)	—	—	—	(247)
Montant ajusté du BAIIA	1 741 \$	83 \$	377 \$	(351) \$	1 850 \$	1 655 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 753 \$

Outre les éléments dont il est question ci-dessus à la section portant sur le montant ajusté de la marge brute²⁾ du secteur Vente au détail, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a été touché par les éléments suivants :

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 525 millions de dollars jusqu'en 2024 et diminuera par la suite.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société procède à des achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés. Ces activités visent à réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et à atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent Au premier trimestre de 2016, la province d'Ontario a adopté des modifications rétroactives à la *Loi sur les droits de cession immobilière*. Ces modifications s'appliquaient aux cessions immobilières entre deux parties liées ayant eu lieu le 19 juillet 1989 ou après cette date. Ces modifications ont eu une incidence sur certaines cessions immobilières entre la société et Propriétés de Choix au moment du premier appel public à l'épargne, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives du secteur Vente au détail au premier trimestre de 2016.

Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises Chaque date de clôture, la société évalue s'il y a ou non dépréciation et, au besoin, inscrit des pertes de valeur ou des reprises de pertes de valeur comptabilisées précédemment au titre de la valeur comptable de ses immobilisations corporelles, de ses immeubles de placement et de ses immobilisations incorporelles.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières établies conformément aux PCGR qui sont présentées dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	127 \$	236 \$	288 \$	393 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	1	(108)	(35)	(140)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	128 \$	128 \$	253 \$	253 \$

Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie La société est exposée aux fluctuations du cours de marché en raison des parts de fiducie de Propriétés de Choix (les « parts ») qui sont détenues par d'autres porteurs de parts que la société. Ces parts sont présentées à titre de passif aux bilans consolidés résumés de la société, puisqu'elles sont rachetables au gré du porteur pour une contrepartie en trésorerie, sous réserve de certaines restrictions. Ce passif est comptabilisé à la juste valeur chaque date de présentation de l'information financière selon le cours de marché des parts à la clôture de chaque période. Une augmentation (diminution) du cours de marché des parts de fiducie entraîne une augmentation (diminution) des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté de l'impôt sur le résultat avec l'impôt sur le résultat établi conformément aux PCGR qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le montant ajusté du taux d'impôt correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	746 \$	701 \$	1 372 \$	1 286 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	128	128	253	253
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	618 \$	573 \$	1 119 \$	1 033 \$
Impôt sur le résultat	135 \$	125 \$	234 \$	217 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	32	38	68	77
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	(3)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	167 \$	163 \$	302 \$	291 \$
Taux d'impôt effectif	27,1 %	44,5 %	28,2 %	38,8 %
Montant ajusté du taux d'impôt	27,0 %	28,4 %	27,0 %	28,2 %

- i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté dans les tableaux ci-dessus.
- ii) Voir le tableau portant sur le montant ajusté du résultat d'exploitation, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux et fédéral des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou d'un avantage sur les bénéfices. La société applique toute modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation de 2 % du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans cette province, qui est passé de 12 % à 14 %. La société a comptabilisé une charge de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2016 en lien avec la réévaluation de ses passifs d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et montant ajusté du bénéfice net dilué par action

ordinaire Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361 \$	161 \$	594 \$	357 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(6)	(6)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	358 \$	158 \$	588 \$	351 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361 \$	161 \$	594 \$	357 \$
Éléments d'ajustement (se reporter au tableau suivant)	87	254	221	399
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	448 \$	415 \$	815 \$	756 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(6)	(6)
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	445 \$	412 \$	809 \$	750 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	400,3	409,9	401,3	411,5

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire avec le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire pour les périodes closes aux dates indiquées.

	2017 (12 semaines)		2016 (12 semaines)		2017 (24 semaines)		2016 (24 semaines)	
Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens / en dollars canadiens)	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire
Montant présenté	358 \$	0,89 \$	158 \$	0,39 \$	588 \$	1,47 \$	351 \$	0,85 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/ Pharmaprix	88 \$	0,22 \$	92 \$	0,23 \$	177 \$	0,44 \$	183 \$	0,45 \$
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ⁱ⁾	(1)	—	108	0,26	35	0,09	140	0,34
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	—	—	—	—	5	0,01	2	—
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	—	—	8	0,02	4	0,01	15	0,04
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	40	0,10	—	—	41	0,10
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	—	—	9	0,02	—	—	9	0,02
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	—	—	—	—	7	0,02
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	—	—	—	3	0,01
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	—	2	—
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	(3)	(0,01)	—	—	(3)	(0,01)
Éléments d'ajustement	87 \$	0,22 \$	254 \$	0,62 \$	221 \$	0,55 \$	399 \$	0,97 \$
Montant ajusté	445 \$	1,11 \$	412 \$	1,01 \$	809 \$	2,02 \$	750 \$	1,82 \$

i) Les profits ou les pertes au titre de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ne sont pas assujettis à l'impôt.

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les entrées nettes liées aux activités d'exploitation qui sont présentées dans les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie pour les périodes closes aux dates indiquées. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872 \$	733 \$	1 251 \$	1 546 \$
Moins :				
Dépenses d'investissement	254	214	408	371
Intérêts payés	71	87	219	231
Flux de trésorerie disponibles	547 \$	432 \$	624 \$	944 \$

Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle La société utilise les mesures qui suivent pour évaluer son levier financier et sa rentabilité. Les définitions de ces ratios sont présentées ci-dessous.

- **Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle** Total de la dette du secteur Vente au détail divisé par le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail pour les quatre derniers trimestres.
- **Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle** Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires de la société.
- **Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle** Montant ajusté du résultat d'exploitation après impôt pour les quatre derniers trimestres divisé par le capital moyen, le capital s'entendant du total de la dette majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme.

Fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix⁴⁾ Au premier trimestre de 2017, Propriétés de Choix a cessé d'utiliser le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation. Elle continue cependant d'utiliser les fonds provenant des activités d'exploitation comme mesure du bénéfice non conforme aux PCGR. Propriétés de Choix calcule les fonds provenant des activités d'exploitation conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada portant sur les fonds provenant des activités d'exploitation et le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation pour les IFRS publié en février 2017.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix avec le bénéfice net (la perte nette) calculé conformément aux PCGR pour les périodes closes aux dates indiquées. Propriétés de Choix est d'avis que les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utile de la performance sur le plan de l'exploitation, car ils peuvent être ajustés en fonction d'éléments inclus dans le bénéfice net (ou la perte nette) qui ne découlent pas des activités d'exploitation ou qui ne donnent pas nécessairement une image exacte de la performance de la Fiducie.

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2017 (24 semaines)	2016 (24 semaines)
Bénéfice net (perte nette)	42 \$	(560) \$	66 \$	(692) \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustements de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite	—	580	118	761
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement	8	23	(85)	37
Ajustements de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts	—	4	1	5
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement détenus dans la coentreprise comptabilisée selon la méthode	—	—	1	(14)
Distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite	58	53	115	106
Charges internes au titre de la location	—	2	1	2
Fonds provenant des activités d'exploitation	108 \$	102 \$	217 \$	205 \$

13. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 25 juillet 2017
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2016 de la société, à la page 142.
- 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
- 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
- 4) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour la période close le 30 juin conformément aux exercices des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements aux exercices de la société sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », et la note 19, « Informations sectorielles », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 de la société.
- 5) Certains chiffres ont été retraités par suite de la décision à l'ordre du jour de l'IFRS Interpretations Committee portant sur l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Voir la note 2 « Principales méthodes comptables » des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 et les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société.

Résultats financiers

États consolidés résumés des résultats	39
États consolidés résumés du résultat global	40
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	41
Bilans consolidés résumés	42
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	43
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	44
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	44
Note 2. Principales méthodes comptables	44
Note 3. Acquisitions d'entreprises	45
Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	46
Note 5. Impôt sur le résultat	46
Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	47
Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	47
Note 8. Créances sur cartes de crédit	48
Note 9. Stocks	48
Note 10. Actifs détenus en vue de la vente	48
Note 11. Autres actifs	49
Note 12. Dette à long terme	49
Note 13. Autres passifs	51
Note 14. Capital social	52
Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	53
Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	55
Note 17. Instruments financiers	56
Note 18. Passifs éventuels	58
Note 19. Informations sectorielles	59
Sommaire financier	63

États consolidés résumés des résultats

	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)				
Produits	11 079 \$	10 731 \$	21 480 \$	21 112 \$
Coût des marchandises vendues	7 842	7 701	15 182	15 095
Frais de vente et charges générales et administratives	2 611	2 513	5 180	5 064
Résultat d'exploitation	626 \$	517 \$	1 118 \$	953 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	127	236	288	393
Bénéfice avant impôt sur le résultat	499 \$	281 \$	830 \$	560 \$
Impôt sur le résultat (note 5)	135	125	234	217
Bénéfice net	364 \$	156 \$	596 \$	343 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	361 \$	161 \$	594 \$	357 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	(5)	2	(14)
Bénéfice net	364 \$	156 \$	596 \$	343 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)				
De base	0,90 \$	0,39 \$	1,48 \$	0,86 \$
Dilué	0,89 \$	0,39 \$	1,47 \$	0,85 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 6)				
De base	396,4	406,1	397,9	407,6
Dilué	400,3	409,9	401,3	411,5

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Bénéfice net	364 \$	156 \$	596 \$	343 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments reclassés en résultat net ou qui pourraient l'être ultérieurement :				
Profit de change	1 \$	2 \$	1 \$	6 \$
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie (note 17)	1	—	1	(2)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :				
Pertes actuarielles nettes au titre des régimes à prestations définies (note 16)	(20)	(19)	(43)	(101)
Autres éléments du résultat global	(18) \$	(17) \$	(41) \$	(97) \$
Résultat global total	346 \$	139 \$	555 \$	246 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	343 \$	144 \$	553 \$	260 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	(5)	2	(14)
Résultat global total	346 \$	139 \$	555 \$	246 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	7 692 \$	221 \$	7 913 \$	4 944 \$	112 \$	33 \$	— \$	33 \$	26 \$	13 028 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	594 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 \$	596 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(43)	—	1	1	2	—	(41)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	551 \$	— \$	1 \$	1 \$	2 \$	2 \$	555 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	(118)	—	(118)	(334)	—	—	—	—	—	(452)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	24	—	24	(22)	(21)	—	—	—	—	(19)
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	(13)	—	(13)	(35)	—	—	—	—	—	(48)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	18	—	18	47	—	—	—	—	—	65
Dividendes déclarés par action ordinaire - 0,53 \$ (note 14)	—	—	—	(210)	—	—	—	—	—	(210)
Dividendes déclarés par action privilégiée - 0,66250 \$ (note 14)	—	—	—	(6)	—	—	—	—	—	(6)
Distribution aux participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	(5)	(5)
	(89) \$	— \$	(89) \$	(9) \$	(21) \$	1 \$	1 \$	2 \$	(3) \$	(120) \$
Solde au 17 juin 2017	7 603 \$	221 \$	7 824 \$	4 935 \$	91 \$	34 \$	1 \$	35 \$	23 \$	12 908 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués ⁱ⁾	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres ⁱ⁾
Solde au 2 janvier 2016	7 851 \$	221 \$	8 072 \$	4 914 \$	102 \$	22 \$	1 \$	23 \$	13 \$	13 124 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	357 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(14) \$	343 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(101)	—	6	(2)	4	—	(97)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	256 \$	— \$	6 \$	(2) \$	4 \$	(14) \$	246 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	(103)	—	(103)	(260)	—	—	—	—	—	(363)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	40	—	40	(17)	(13)	—	—	—	—	10
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	(24)	—	(24)	(66)	—	—	—	—	—	(90)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	12	—	12	34	—	—	—	—	—	46
Dividendes déclarés par action ordinaire - 0,51 \$ (note 14)	—	—	—	(208)	—	—	—	—	—	(208)
Dividendes déclarés par action privilégiée - 0,66250 \$ (note 14)	—	—	—	(6)	—	—	—	—	—	(6)
Apport des participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
	(75) \$	— \$	(75) \$	(267) \$	(13) \$	6 \$	(2) \$	4 \$	(12) \$	(363) \$
Solde au 18 juin 2016	7 776 \$	221 \$	7 997 \$	4 647 \$	89 \$	28 \$	(1) \$	27 \$	1 \$	12 761 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités (note 2).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016 ⁱ⁾	Au 31 décembre 2016
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	1 276 \$	1 210 \$	1 314 \$
Placements à court terme (note 7)	397	24	241
Créances	986	1 056	1 122
Créances sur cartes de crédit (note 8)	2 908	2 767	2 926
Stocks (note 9)	4 221	4 170	4 371
Charges payées d'avance et autres actifs	281	256	190
Actifs détenus en vue de la vente (note 10)	119	58	40
Total des actifs courants	10 188 \$	9 541 \$	10 204 \$
Immobilisations corporelles	10 425	10 320	10 559
Immeubles de placement	231	214	218
Immobilisations incorporelles	8 538	8 957	8 745
Goodwill	3 914	3 788	3 895
Actifs d'impôt différé	134	133	130
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés (note 17)	176	300	233
Autres actifs (note 11)	420	357	452
Total des actifs	34 026 \$	33 610 \$	34 436 \$
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire	320 \$	269 \$	115 \$
Fournisseurs et autres passifs	4 806	4 798	5 091
Provisions	101	101	99
Impôt sur le résultat à payer	134	173	329
Dette à court terme (note 8)	560	475	665
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 12)	581	303	400
Participation des pharmaciens-propriétaires	229	214	243
Passifs détenus en vue de la vente (note 10)	54	—	—
Total des passifs courants	6 785 \$	6 333 \$	6 942 \$
Provisions	115	136	120
Dette à long terme (note 12)	10 338	10 419	10 470
Passif lié aux parts de fiducie (note 17)	1 006	970	959
Passifs d'impôt différé	2 117	2 199	2 190
Autres passifs (note 13)	757	792	727
Total des passifs	21 118 \$	20 849 \$	21 408 \$
Capitaux propres			
Capital social	7 824 \$	7 997 \$	7 913 \$
Résultats non distribués	4 935	4 647	4 944
Surplus d'apport (note 15)	91	89	112
Cumul des autres éléments du résultat global	35	27	33
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 885 \$	12 760 \$	13 002 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	23	1	26
Total des capitaux propres	12 908 \$	12 761 \$	13 028 \$
Total des passifs et des capitaux propres	34 026 \$	33 610 \$	34 436 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités (note 2).

Passifs éventuels (note 18).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	364 \$	156 \$	596 \$	343 \$
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat (note 5)	135	125	234	217
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	127	236	288	393
Amortissements des immobilisations corporelles	360	346	720	714
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	2	4	7	6
Perte sur la sortie d'actifs	—	—	—	3
	988 \$	867 \$	1 845 \$	1 676 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	250	102	(146)	(35)
Variation des créances sur cartes de crédit (note 8)	(219)	(173)	18	23
Impôt sur le résultat payé	(153)	(81)	(490)	(183)
Intérêts perçus	3	2	6	4
Autres	3	16	18	61
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872 \$	733 \$	1 251 \$	1 546 \$
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(177) \$	(150) \$	(279) \$	(242) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles	(77)	(64)	(129)	(129)
Trésorerie reprise à la consolidation initiale des franchises (note 3)	2	3	12	18
Variation des placements à court terme (note 7)	(43)	46	(156)	40
Produit de la sortie d'actifs	2	17	2	33
Autres	(25)	(8)	(19)	(10)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(318) \$	(156) \$	(569) \$	(290) \$
Activités de financement				
Variation de la dette bancaire	66 \$	(22) \$	205 \$	126 \$
Variation de la dette à court terme (note 8)	95	125	(105)	(75)
Dette à long terme (note 12)				
Émise	(18)	216	267	606
Remboursée	(29)	(607)	(257)	(949)
Intérêts payés	(71)	(87)	(219)	(231)
Dividendes versés sur les actions ordinaires et les actions privilégiées	(107)	(105)	(110)	(105)
Capital social ordinaire				
Émis (note 15)	12	7	21	34
Racheté et détenu en fiducie (note 14)	—	—	(48)	(90)
Racheté et annulé (note 14)	(260)	(132)	(452)	(363)
Autres	(4)	(1)	(22)	(8)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(316) \$	(606) \$	(720) \$	(1 055) \$
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	— \$	(4) \$	— \$	(9) \$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	238 \$	(33) \$	(38) \$	192 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 038	1 243	1 314	1 018
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 276 \$	1 210 \$	1 276 \$	1 210 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 17 juin 2017 et le 18 juin 2016

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw Limitée, société ouverte canadienne constituée en 1956, est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »). Les Compagnies Loblaw Limitée offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services de cartes de crédit, des services de courtage d'assurance, des services bancaires aux particuliers, des cartes-cadeaux ainsi que des services de télécommunications. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

L'actionnaire détenant le contrôle de la société est George Weston limitée (« Weston »), qui détient environ 47,5 % des actions ordinaires en circulation de la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter : Vente au détail, Services financiers et Propriétés de Choix (voir la note 19). Au 17 juin 2017, Loblaw détenait une participation véritable d'environ 82,5 % dans Propriétés de Choix.

Pendant les périodes intermédiaires, les activités de la société sont touchées par leur caractère saisonnier et le calendrier des jours fériés. Par conséquent, la performance trimestrielle n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle. La société a toujours dégagé davantage de produits au quatrième trimestre qu'aux trimestres précédents de son exercice.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables ainsi que les estimations et jugements critiques décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS » ou « PCGR ») et la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 25 juillet 2017.

Normes comptables mises en œuvre en 2017

Tableau des flux de trésorerie La société a mis en œuvre les modifications de l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, au premier trimestre de 2017 et a fourni des informations sur les variations des passifs liés à certaines activités de financement, notamment les variations résultant des flux de trésorerie, mais aussi les variations sans contrepartie de trésorerie (voir la note 12). Les informations comparatives n'ont pas été présentées.

Modifications de normes comptables

Impôt sur le résultat En novembre 2016, l'IFRS Interpretations Committee a publié la décision à l'ordre du jour liée au mode attendu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée lors de l'évaluation de l'impôt différé selon l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et a clarifié son interprétation selon laquelle une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'a pas de durée d'utilité illimitée et que ses avantages économiques iront à une entité dans les périodes futures du fait de son utilisation et non uniquement de sa vente future. Par conséquent, il est approprié d'évaluer le passif d'impôt différé connexe au taux d'impôt sur le résultat applicable au revenu imposable ordinaire qui devrait s'appliquer au cours des exercices durant lesquels les différences temporaires devraient être recouvrées ou réglées. Les méthodes comptables de la société traduisaient un point de vue accepté selon lequel une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée sera recouvrée par le biais de sa sortie et utilisaient le taux d'impôt sur les gains en capital pour évaluer l'impôt sur le résultat différé lié à ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La société a mis en œuvre cette directive au quatrième trimestre de 2016 rétrospectivement à titre de modification de méthodes comptables conformément à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. L'incidence de cette modification se présente comme suit :

Bilan consolidé résumé

Augmentation (diminution) (en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016
Goodwill	418 \$
Passifs d'impôt différé	458
Résultats non distribués	(40)

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net en 2016.

Note 3. Acquisitions d'entreprises

Consolidation des franchises La société comptabilise la consolidation des franchises existantes comme des acquisitions d'entreprises et elle consolide ses franchises à compter de la date à laquelle le franchisé conclut un nouveau contrat de franchise simplifié avec la société. Les actifs acquis et les passifs repris par suite de la consolidation sont évalués à la date d'acquisition au moyen des justes valeurs qui se rapprochent des valeurs comptables des franchises à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation des franchises acquises sont inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants comptabilisés au titre des actifs acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle aux dates d'acquisition au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Actif net acquis :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 \$	3 \$	12 \$	18 \$
Stocks	11	7	31	28
Immobilisations corporelles	11	10	33	21
Fournisseurs et autres passifs ⁱ⁾	(4)	(4)	(18)	(26)
Autres passifs ⁱ⁾	(18)	(15)	(53)	(31)
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(1)	(5)	(10)
Total de l'actif net acquis	— \$	— \$	— \$	— \$

- i) À la consolidation, les fournisseurs et autres passifs et les autres passifs sont éliminés des créances, des créances liées à des prêts consentis à des franchisés et des placements dans des franchises qui sont détenus par la société.

Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Les composantes des charges d'intérêts nettes et autres charges financières se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières :				
Dette à long terme	105 \$	113 \$	209 \$	220 \$
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	7	6	15	13
Distributions sur les parts de fiducie	13	11	26	23
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme (note 16)	2	2	4	6
Fiducies de financement indépendantes	3	4	7	7
Dette bancaire	2	1	3	2
Intérêts inscrits à l'actif	—	(1)	(2)	(2)
	132 \$	136 \$	262 \$	269 \$
Produits d'intérêts :				
Produits de désactualisation	(2) \$	(4) \$	(5) \$	(7) \$
Produits d'intérêts à court terme	(2)	(4)	(4)	(6)
Instruments financiers dérivés ⁱ⁾	—	—	—	(3)
	(4) \$	(8) \$	(9) \$	(16) \$
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie (note 17)	(1) \$	108 \$	35 \$	140 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	127 \$	236 \$	288 \$	393 \$

i) Représente un profit réalisé de 3 millions de dollars lié à la juste valeur de contrats à terme sur obligations de Propriétés de Choix qui ont été réglés au premier trimestre de 2016 (voir la note 17).

Note 5. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au deuxième trimestre de 2017 s'est établie à 135 millions de dollars (125 millions de dollars en 2016) et le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,1 % (44,5 % en 2016). La charge d'impôt pour l'exercice à ce jour s'est établie à 234 millions de dollars (217 millions de dollars en 2016) et le taux d'impôt effectif s'est établi à 28,2 % (38,8 % en 2016). La baisse du taux d'impôt effectif par rapport au deuxième trimestre et au premier semestre de 2016 est principalement attribuable à une diminution de l'ajustement de la juste valeur non déductible du passif lié aux parts de fiducie et à une diminution de certains autres éléments non déductibles. Le taux d'impôt effectif pour l'exercice à ce jour comprend également une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé de l'incidence d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361 \$	161 \$	594 \$	357 \$
Dividendes sur les actions privilégiées dans les capitaux propres (note 14)	(3)	(3)	(6)	(6)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	358 \$	158 \$	588 \$	351 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 14)	396,4	406,1	397,9	407,6
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (en millions)	3,4	3,4	2,9	3,5
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	0,5	0,4	0,5	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	400,3	409,9	401,3	411,5
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,90 \$	0,39 \$	1,48 \$	0,86 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,89 \$	0,39 \$	1,47 \$	0,85 \$

Au deuxième trimestre de 2017, 1 390 338 instruments potentiellement dilutifs (1 297 181 en 2016) et 2 603 398 instruments potentiellement dilutifs pour l'exercice à ce jour (1 321 174 en 2016) ont été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi des placements à court terme se présentent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	491 \$	426 \$	553 \$
Équivalents de trésorerie :			
Bons du Trésor	249	187	199
Acceptations bancaires	400	308	386
Papier commercial de sociétés	136	196	176
Dépôts bancaires à terme	—	93	—
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 276 \$	1 210 \$	1 314 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Bons du Trésor	74 \$	15 \$	24 \$
Acceptations bancaires	175	2	175
Papier commercial de sociétés	145	—	40
Autres	3	7	2
Total des placements à court terme	397 \$	24 \$	241 \$

Note 8. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Créances sur cartes de crédit, montant brut	2 956 \$	2 819 \$	2 978 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(48)	(52)	(52)
Créances sur cartes de crédit	2 908 \$	2 767 \$	2 926 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	650 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	560	475	665
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 210 \$	1 125 \$	1 315 \$

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} (« Eagle ») et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme (voir la note 12).

Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme. Au 17 juin 2017, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur des autres fiducies de titrisation indépendantes s'établissait à 62 millions de dollars (50 millions de dollars au 18 juin 2016 et 71 millions de dollars au 31 décembre 2016), soit 11 % (10 % au 18 juin 2016 et 11 % au 31 décembre 2016) du montant des créances sur cartes de crédit titrisées.

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 17 juin 2017 et s'y est conformée tout au long du premier semestre de 2017.

Note 9. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 17 juin 2017, la société a inscrit une provision au titre des stocks de 27 millions de dollars (41 millions de dollars au 18 juin 2016; 29 millions de dollars au 31 décembre 2016) liée à la dépréciation des stocks pour en ramener le coût sous la valeur nette de réalisation. Cette diminution de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dépréciés au cours du premier semestre de 2017 et de 2016.

Note 10. Actifs détenus en vue de la vente

Le 17 juillet 2017, la société a vendu les activités liées à ses postes d'essence à Brookfield Business Partners L.P. (« Brookfield ») en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. Par suite de la transaction, Brookfield est devenue un partenaire stratégique de la société et continuera d'offrir le programme de fidélisation PC Plus aux postes d'essence. Comme au premier trimestre de 2017, la société a classé des immobilisations corporelles de 78 millions de dollars et des stocks de 10 millions de dollars, liés aux activités de postes d'essence, dans les actifs détenus en vue de la vente au 17 juin 2017. De plus, la société a classé des fournisseurs et charges à payer connexes de 54 millions de dollars qui seront repris par l'acheteur à titre de passifs détenus en vue de la vente au 17 juin 2017. Aucune perte de valeur ni autre charge n'a été comptabilisée à l'égard des actifs nets des activités des postes d'essence.

Note 11. Autres actifs

Les composantes des autres actifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Placements divers et autres créances	70 \$	118 \$	79 \$
Actif au titre des prestations constituées	162	88	192
Participations dans des coentreprises	7	9	5
Autres	181	142	176
Autres actifs	420 \$	357 \$	452 \$

Note 12. Dette à long terme

Les composantes de la dette à long terme se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Déventures et billets à moyen terme	7 380 \$	7 567 \$	7 573 \$
Facilités de crédit à terme non garanties	298	298	298
Dette à long terme garantie par une hypothèque	76	81	78
Certificats de placement garanti	923	833	928
Fiducie de titrisation indépendante (note 8)	650	650	650
Fiducies de financement indépendantes	555	545	587
Obligations découlant de contrats de location-financement	593	631	607
Facilités de crédit engagées	464	142	172
Coûts de transaction et autres	(20)	(25)	(23)
Total de la dette à long terme	10 919 \$	10 722 \$	10 870 \$
Moins la tranche à moins d'un an de la dette à long terme	581	303	400
Dette à long terme	10 338 \$	10 419 \$	10 470 \$

La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 17 juin 2017 et les ont respectées tout au long du premier semestre de 2017.

Déventures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des déventures et des billets à moyen terme émis en 2017 et en 2016 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	17 juin 2017 (12 semaines) Montant en capital	18 juin 2016 (12 semaines) Montant en capital	17 juin 2017 (24 semaines) Montant en capital	18 juin 2016 (24 semaines) Montant en capital
Déventures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix						
– Série G	3,20 %	7 mars 2023	— \$	— \$	— \$	250 \$
– Série H	5,27 %	7 mars 2046	—	—	—	100
Total des déventures et des billets à moyen terme émis			— \$	— \$	— \$	350 \$

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés en 2017 et en 2016 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
			Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Billets de Les Compagnies Loblaw Limitée	7,10 %	1 ^{er} juin 2016	— \$	300 \$	— \$	300 \$
Billets de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	2,01 %	24 mai 2016	—	225	—	225
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 6	3,00 %	20 avril 2017 ⁱ⁾	—	—	200	—
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5	3,00 %	20 avril 2016 ⁱⁱ⁾	—	—	—	300
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			— \$	525 \$	200 \$	825 \$

i) Les débetures non garanties de série 6 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 23 janvier 2017.

ii) Les débetures non garanties de série 5 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 7 mars 2016.

Certificats de placement garanti Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées à l'émission de certificats de placement garanti (les « CPG ») de la Banque PC, si l'on ne tient pas compte des commissions, pour 2017 et 2016 :

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Solde à l'ouverture de la période	923 \$	798 \$	928 \$	809 \$
CPG émis	6	95	7	101
CPG arrivés à échéance	(6)	(60)	(12)	(77)
Solde à la clôture de la période	923 \$	833 \$	923 \$	833 \$

Fiducie de titrisation indépendante Les billets émis par *Eagle* sont des billets à moyen terme garantis par les créances sur cartes de crédit de la Banque PC (voir la note 8). Au 17 juin 2017, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur d'*Eagle* s'établissait à 36 millions de dollars (36 millions de dollars au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement), ce qui représentait 9 % (9 % au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement) des billets en cours d'*Eagle émis* avant 2015.

Fiducies de financement indépendantes La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes de 64 millions de dollars (58 millions de dollars au 18 juin 2016; 64 millions de dollars au 31 décembre 2016), correspondant à au moins 10 % (au moins 10 % au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement) du capital des prêts en cours.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 17 juin 2017, au 18 juin 2016 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Date d'échéance	Au 17 juin 2017		Au 18 juin 2016		Au 31 décembre 2016	
		Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	10 juin 2021	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium	5 juillet 2021	500	214	500	142	500	172
Facilité de crédit bilatérale engagée de Propriétés de Choix	21 décembre 2018	250	250	—	—	250	—
Total des lignes de crédit engagées		1 750 \$	464 \$	1 500 \$	142 \$	1 750 \$	172 \$

Tranche à moins d'un an de la dette à long terme Le tableau qui suit présente un résumé de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Déventures et billets à moyen terme	275 \$	— \$	— \$
Billets de Propriétés de Choix	—	200	200
Dette à long terme garantie par une hypothèque	75	6	5
CPG	182	44	142
Obligations découlant de contrats de location-financement	49	53	53
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	581 \$	303 \$	400 \$

Rapprochement de la dette à long terme Le tableau qui suit présente le rapprochement des variations des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement avec la dette à long terme pour le premier semestre de 2017.

(en millions de dollars canadiens)	(12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)
Total de la dette à long terme à l'ouverture de la période	10 941 \$	10 870 \$
Émissions de titres de créances à long terme ⁱ⁾	(18) \$	267 \$
Remboursement sur la dette à long terme ⁱⁱ⁾	(29)	(257)
Total des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de la dette à long terme	(47) \$	10 \$
Entrées de contrats de location-acquisition	5 \$	12 \$
Autres variations hors trésorerie	20	27
Total des montants hors trésorerie liés aux activités liées à la dette à long terme	25 \$	39 \$
Total de la dette à long terme à la clôture de la période	10 919 \$	10 919 \$

i) Comprend les émissions nettes des facilités de crédit de Propriétés de Choix et de la fiducie de financement indépendante, qui sont des titres de créances renouvelables.

ii) Comprend les remboursements au titre des obligations découlant des contrats de location-acquisition de 23 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 44 millions de dollars pour l'exercice à ce jour.

Note 13. Autres passifs

Les composantes des autres passifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	367 \$	368 \$	327 \$
Obligation au titre des autres avantages du personnel à long terme	105	113	108
Obligation différée découlant d'un contrat de location	131	106	119
Juste valeur des contrats de location acquis	72	84	77
Passif au titre de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (note 15)	4	9	4
Autres	78	112	92
Autres passifs	757 \$	792 \$	727 \$

Note 14. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

	17 juin 2017 (12 semaines)		18 juin 2016 (12 semaines)		17 juin 2017 (24 semaines)		18 juin 2016 (24 semaines)	
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	398 351 252	7 671 \$	407 324 440	7 828 \$	400 829 870	7 713 \$	409 985 226	7 861 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	277 055	14	183 394	8	501 930	24	914 608	40
Rachetées et annulées	(3 379 400)	(66)	(1 970 000)	(38)	(6 082 893)	(118)	(5 362 000)	(103)
Émises et en circulation à la clôture de la période	395 248 907	7 619 \$	405 537 834	7 798 \$	395 248 907	7 619 \$	405 537 834	7 798 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 785 131)	(34) \$	(1 187 318)	(22) \$	(1 105 620)	(21) \$	(643 452)	(10) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	—	—	(686 000)	(13)	(1 250 000)	(24)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR (note 15)	926 325	18	27 453	—	932 814	18	733 587	12
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(858 806)	(16) \$	(1 159 865)	(22) \$	(858 806)	(16) \$	(1 159 865)	(22) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	394 390 101	7 603 \$	404 377 969	7 776 \$	394 390 101	7 603 \$	404 377 969	7 776 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	396 370 522		406 094 151		397 912 758		407 553 460	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes à l'étude :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	3 379 400	1 970 000	6 082 893	5 362 000
Contrepartie en trésorerie payée	260 \$	132 \$	452 \$	363 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	194	94	334	260
Diminution du capital social ordinaire	66	38	118	103
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	—	686 000	1 250 000
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	— \$	48 \$	90 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	—	35	66
Diminution du capital social ordinaire	—	—	13	24

Au deuxième trimestre de 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 016 472 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes indiquées :

	17 juin 2017 ⁱ⁾ (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :				
Actions ordinaires	0,27 \$	0,26 \$	0,53 \$	0,51 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$	0,66250 \$	0,66250 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,27 \$ par action ordinaire au deuxième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 1^{er} juillet 2017, tandis que les dividendes déclarés de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au deuxième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 30 juin 2017.

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Dividendes déclarés :				
Actions ordinaires	106 \$	106 \$	210 \$	208 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3	6	6
Total des dividendes déclarés	109 \$	109 \$	216 \$	214 \$

Après la clôture du deuxième trimestre de 2017, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,27 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2017, et un dividende de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 septembre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2017.

Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres

La charge de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, qui comprend les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI »), d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants de Loblaw et les régimes de rémunération fondée sur des parts de Propriétés de Choix, s'est établie à 14 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 (17 millions de dollars en 2016) et à 30 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (33 millions de dollars en 2016) et a été comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société a été inscrite aux bilans consolidés résumés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016	Au 31 décembre 2016
Fournisseurs et autres passifs	11 \$	7 \$	10 \$
Autres passifs (note 13)	4	9	4
Surplus d'apport	91	89	112

Les régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société sont présentés en détail ci-dessous :

Régime d'options sur actions Le tableau qui suit présente l'activité du régime d'options sur actions de la société :

(Nombre d'options)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Options en cours à l'ouverture de la période	8 535 854	7 886 475	7 322 358	7 411 405
Attribution	8 325	3 764	1 453 657	1 274 683
Exercice	(277 055)	(183 394)	(501 930)	(914 608)
Renonciation/annulation	(135 198)	(44 599)	(142 159)	(109 234)
Options en cours à la clôture de l'exercice	8 131 926	7 662 246	8 131 926	7 662 246

La société a attribué des options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 77,81 \$ au deuxième trimestre de 2017 (69,68 \$ en 2016) et de 70,19 \$ pour l'exercice à ce jour (68,94 \$ en 2016). De plus, la société a émis des actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions à un cours moyen pondéré de 76,27 \$ au deuxième trimestre de 2017 (72,32 \$ en 2016) et de 73,75 \$ pour l'exercice à ce jour (70,06 \$ en 2016) et elle a reçu une contrepartie en trésorerie de 12 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 (7 millions de dollars en 2016) et de 21 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (34 millions de dollars en 2016).

La juste valeur des options sur actions attribuées s'est établie à un montant négligeable au deuxième trimestre de 2017 (montant négligeable en 2016) et à 14 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (13 millions de dollars en 2016). Le tableau qui suit présente les hypothèses qui ont été utilisées pour évaluer la juste valeur à la date d'attribution des options attribuées en 2017 et en 2016 au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes :

	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Taux de rendement en dividende attendu	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,5 %
Volatilité attendue du cours de l'action	16,2 % – 18,1 %	18,5 % – 19,0 %	16,2 % – 18,2 %	18,5 % – 19,0 %
Taux d'intérêt sans risque	0,9 % – 1,2 %	0,6 % – 0,9 %	0,9 % – 1,3 %	0,6 % – 0,9 %
Durée de vie attendue des options	3,8 – 6,3 années	3,9 – 6,3 années	3,8 – 6,3 années	3,9 – 6,3 années

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée au régime d'options sur actions. Un taux de renonciation de 10,0 % (10,0 % au 18 juin 2016) a été appliqué au 17 juin 2017.

Régime d'unités d'actions temporairement incessibles L'activité du régime d'UATI de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
UATI à l'ouverture de la période	1 095 989	880 859	858 106	887 792
Attribution	18 676	13 902	265 851	248 378
Réinvestissement	886	—	886	—
Règlement	(266 540)	(22 336)	(270 374)	(260 768)
Renonciation	(19 937)	(2 536)	(25 395)	(5 513)
UATI à la clôture de la période	829 074	869 889	829 074	869 889

La juste valeur des UATI attribuées s'est établie à 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 (1 million de dollars en 2016) et à 19 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (17 millions de dollars en 2016).

Régime d'unités d'actions au rendement L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
UAR à l'ouverture de la période	1 165 871	1 001 661	965 863	1 100 356
Attribution	181 230	1 095	387 734	371 357
Réinvestissement	739	—	739	—
Règlement	(659 785)	(5 117)	(662 440)	(473 319)
Renonciation	(31 668)	(3 366)	(35 509)	(4 121)
UAR à la clôture de la période	656 387	994 273	656 387	994 273

La juste valeur des UAR attribuées s'est établie à un montant négligeable au deuxième trimestre de 2017 (montant négligeable en 2016) et à 14 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (14 millions de dollars en 2016).

Règlement des attributions à même les actions détenues en fiducie La société a procédé au règlement de 926 325 UATI et UAR au deuxième trimestre de 2017 (27 453 en 2016) et de 932 814 UATI et UAR pour l'exercice à ce jour (734 087 en 2016), et la totalité de ces unités (27 453 au deuxième trimestre 2016 et 733 587 pour le premier semestre de 2016) a été réglée par l'intermédiaire des fiducies établies en vue du règlement de chacun des régimes d'UATI et d'UAR (voir la note 14).

Les règlements effectués au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour ont donné lieu à une augmentation nette de 25 millions de dollars des résultats non distribués (1 million de dollars et 17 millions de dollars en 2016, respectivement) et à une augmentation de 18 millions de dollars du capital social ordinaire (montant négligeable et 12 millions de dollars en 2016, respectivement).

Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les charges et les pertes actuarielles au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme de la société comptabilisés au cours des périodes se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisées dans le résultat d'exploitation	32 \$	36 \$	78 \$	79 \$
Charges au titre des autres avantages du personnel à long terme comptabilisées dans le résultat d'exploitation	3	5	7	10
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies inclus dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	2	2	4	6
Pertes actuarielles avant impôt sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(27)	(26)	(59)	(138)

Les pertes actuarielles comptabilisées au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour sont principalement imputables aux diminutions des taux d'actualisation, en partie contrebalancées par les rendements des actifs plus élevés que prévu. Les pertes actuarielles comptabilisées au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour sont principalement imputables aux diminutions des taux d'actualisation, partiellement contrebalancées par les rendements des actifs plus élevés que prévu.

Au premier trimestre de 2017, la société a procédé à l'achat d'une rente et payé 110 millions de dollars à même les actifs des régimes visés afin de régler des obligations de 103 millions de dollars à l'égard des régimes de retraite et elle a comptabilisé des charges liées au règlement de 7 millions de dollars dans les frais de vente, charges générales et administratives.

Note 17. Instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et les passifs financiers, à l'exclusion de ceux qui sont classés comme étant au coût amorti et qui sont par nature à court terme. Les valeurs comptables des instruments financiers de la société se rapprochent de leur juste valeur, à l'exception de celle des titres de créance à long terme.

	Au 17 juin 2017				Au 18 juin 2016				Au 31 décembre 2016			
(en millions de dollars canadiens)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers :												
Trésorerie et équivalents de trésorerie	740 \$	536 \$	— \$	1 276 \$	613 \$	597 \$	— \$	1 210 \$	752 \$	562 \$	— \$	1 314 \$
Placements à court terme	74	323	—	397	15	9	—	24	24	217	—	241
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	—	—	176	176	—	—	300	300	—	—	233	233
Certains autres actifs ⁱ⁾	22	—	30	52	24	2	51	77	23	2	42	67
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	2	8	3	13	—	—	4	4	7	11	—	18
Passifs financiers :												
Dette à long terme	—	12 002	—	12 002	—	11 971	—	11 971	—	11 864	—	11 864
Passif lié aux parts de fiducie	1 006	—	—	1 006	970	—	—	970	959	—	—	959
Certains autres passifs ⁱ⁾	—	—	20	20	—	—	21	21	—	—	22	22
Dérivés inclus dans les fournisseurs et autres passifs	—	—	—	—	1	5	—	6	—	—	2	2

i) Certains autres actifs et certains autres passifs sont inscrits au bilan consolidé sous le poste Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période présentée.

Au deuxième trimestre de 2017, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, un profit négligeable (perte de 4 millions de dollars en 2016) et, pour l'exercice à ce jour, un profit négligeable (perte de 9 millions de dollars en 2016) sur les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, au deuxième trimestre de 2017, un profit de 4 millions de dollars (perte nette de 116 millions de dollars en 2016) et, pour l'exercice à ce jour, une perte nette de 38 millions de dollars (perte nette de 148 millions de dollars en 2016) a été comptabilisée dans le bénéfice avant impôt sur le résultat au titre des instruments financiers devant être classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Créances liées aux prêts consentis à des franchisés et placements dans des franchises La valeur des créances liées aux prêts consentis à des franchisés de Loblaw de 176 millions de dollars (300 millions de dollars au 18 juin 2016 et 233 millions de dollars au 31 décembre 2016) a été comptabilisée au bilan consolidé résumé. Au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour, la société n'a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, aucun profit ni aucune perte (perte négligeable en 2016) au titre des créances liées à ces prêts.

La valeur des placements dans des franchises de Loblaw de 27 millions de dollars (49 millions de dollars au 18 juin 2016 et 39 millions de dollars au 31 décembre 2016) a été comptabilisée dans les autres actifs. La société a comptabilisé une perte de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2017 (profit de 3 millions de dollars en 2016) et une perte de 2 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 3 millions de dollars en 2016) dans le résultat d'exploitation au titre de ces placements.

Dérivés incorporés Les instruments financiers de niveau 3 de la société qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net consistent en des dérivés incorporés à des bons de commande qui ne sont libellés ni en dollars canadiens ni dans la monnaie fonctionnelle du fournisseur. Ces dérivés sont évalués selon une approche par le marché qui est fondée sur l'écart entre les cours de change et le moment du règlement. Le coût des bons de commande constitue la principale donnée non observable utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Une fluctuation importante à la hausse (à la baisse) de n'importe quelle donnée d'entrée pourrait entraîner une augmentation (une diminution) importante de la juste valeur.

La société a comptabilisé un profit de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 (perte négligeable en 2016) et un profit de 5 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (11 millions de dollars en 2016) lié à ces dérivés dans le résultat d'exploitation. De plus, un actif correspondant de 3 millions de dollars a été inscrit dans les charges payées d'avance et autres actifs au 17 juin 2017 (actif de 4 millions de dollars au 18 juin 2016 dans les charges payées d'avance et autres actifs; passif de 2 millions de dollars au 31 décembre 2016 dans les fournisseurs et autres passifs). Au 17 juin 2017, une augmentation (diminution) des cours de change de 1 % aurait donné lieu à un profit lié à la juste valeur (une perte liée à la juste valeur) de 2 millions de dollars.

Passif lié aux parts de fiducie La société a comptabilisé un profit lié à la juste valeur de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2017 (perte de 108 millions de dollars en 2016) et une perte de 35 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (perte de 140 millions de dollars en 2016) dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières au titre des parts de fiducie de Propriétés de Choix (les « parts ») (note 4).

Au 17 juin 2017, des porteurs de parts autres que la société détenaient 71 897 086 parts (70 250 491 au 18 juin 2016 et 71 068 828 au 31 décembre 2016). Propriétés de Choix a émis 427 918 parts au deuxième trimestre de 2017 (401 131 en 2016) et 828 258 parts pour l'exercice à ce jour (796 674 en 2016) en faveur de porteurs de parts admissibles dans le cadre de son régime de réinvestissement des distributions à un prix moyen de 13,57 \$ pour le deuxième trimestre de 2017 (12,87 \$ en 2016) et de 13,51 \$ pour l'exercice à ce jour (12,51 \$ en 2016).

Placements dans des titres Au 17 juin 2017, la juste valeur des placements disponibles à la vente, à savoir 22 millions de dollars (24 millions de dollars au 18 juin 2016 et 23 millions de dollars au 31 décembre 2016), a été inscrite dans les autres actifs. Au deuxième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour, la Banque PC a comptabilisé une perte latente liée à la juste valeur négligeable (perte négligeable en 2016) dans les autres éléments du résultat global relativement à ces placements. Ces placements sont considérés comme faisant partie des titres liquides que la Banque PC doit détenir afin de se conformer à la norme portant sur le ratio de liquidité à court terme.

Autres dérivés La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. Elle a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Les tableaux qui suivent présentent un résumé des justes valeurs comptabilisées aux bilans consolidés et des profits (pertes) nets réalisés et latents, avant l'impôt sur le résultat, liés aux autres dérivés de la société :

	(12 semaines)			17 juin 2017 (24 semaines)	
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur nette des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerieⁱ⁾					
Contrats de change à terme	— \$	(1) \$	1 \$	(1) \$	1 \$
Contrats à terme sur obligations	3	2	—	2	—
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	3 \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats de change et autres contrats à terme	5 \$	— \$	(2) \$	— \$	(4) \$
Autres dérivés non financiers	2	—	1	—	(4)
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	7 \$	— \$	(1) \$	— \$	(8) \$
Total des dérivés	10 \$	1 \$	— \$	1 \$	(7) \$

i) Tiennent compte de swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars. Au premier trimestre de 2017, une perte latente négligeable liée à la juste valeur a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global en lien avec ces swaps.

	(12 semaines)			18 juin 2016 (24 semaines)	
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur nette des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerieⁱ⁾					
Contrats de change à terme	— \$	(1) \$	1 \$	(4) \$	2 \$
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	— \$	(1) \$	1 \$	(4) \$	2 \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats de change et autres contrats à terme	(5) \$	— \$	(13) \$	— \$	(25) \$
Contrats à terme sur obligations ⁱⁱ⁾	—	—	—	—	3
Autres dérivés non financiers	(1)	—	4	—	3
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	(6) \$	— \$	(9) \$	— \$	(19) \$
Total des dérivés	(6) \$	(1) \$	(8) \$	(4) \$	(17) \$

- i) Tiennent compte de contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 95 millions de dollars qui ont été réglés en 2016 et de swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2016, un profit négligeable latent lié à la juste valeur a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en lien avec ces swaps.
- ii) Profit réalisé de 3 millions de dollars lié à la juste valeur de contrats à terme sur obligations de Propriétés de Choix qui ont été réglés au premier trimestre de 2016 et comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4).

Note 18. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la société est partie et éventuellement assujettie à des actions et à des procédures en justice. De plus, la société est régulièrement assujettie à des vérifications de la part de diverses autorités fiscales. Par conséquent, il peut arriver à l'occasion que les autorités fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus, ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à des avis de nouvelle cotisation.

À l'heure actuelle, il est impossible de prédire avec certitude l'issue des actions et des procédures en justice de la société. Cependant, à la lumière des connaissances actuelles et en consultation avec le conseiller juridique, la direction estime que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et de ces litiges ou de ces avis de cotisation et de nouvelle cotisation (dans la mesure où il n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement) n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Il existe un certain nombre d'incertitudes entourant ces questions, isolément ou dans leur ensemble, et, par conséquent, il est possible que l'issue ultime de ces questions puisse nuire considérablement à la réputation de la société, à ses activités ainsi qu'à sa situation et à sa performance financière au cours de périodes futures. La société n'a pas de charges à payer importantes et n'a pas constitué de provisions importantes au titre des litiges. La direction évalue régulièrement sa position quant au caractère adéquat de ces charges à payer et provisions et elle effectue les ajustements nécessaires, le cas échéant.

Ce qui suit décrit les actions en justice importantes de la société, que cette dernière juge sans fondement et dans le cadre desquelles elle entend se défendre vigoureusement.

Le 26 août 2015, la société s'est vu signifier un recours collectif proposé, déposé contre elle et certaines de ses filiales, Weston et d'autres parties, auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario relativement à l'effondrement, en 2013, du complexe Rana Plaza, situé à Dhaka, au Bangladesh. La réclamation vise l'obtention de dommages-intérêts d'environ 2 milliards de dollars.

Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ») s'est vu signifier une déclaration modifiée relative à un recours collectif, déclaration qui a été déposée auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario par deux pharmaciens-propriétaires titulaires de licence de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix (les « pharmaciens-propriétaires »), qui réclament des dommages-intérêts de 500 millions de dollars fondés sur diverses allégations de violation des accords conclus par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix avec les pharmaciens-propriétaires. Le recours collectif englobe l'ensemble des pharmaciens-propriétaires titulaires d'une licence, actuels et anciens, résidant au Canada, mais ailleurs qu'au Québec, qui sont parties aux accords que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix a conclus avec ses pharmaciens-propriétaires au moyen de formulaires en 2002 et en 2010. Le 9 juillet 2013, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a confirmé un recours collectif à certaines parties de la poursuite. La Cour a imposé une date limite pour soumettre une réclamation au titre du recours collectif en se fondant sur la date d'approbation de la requête en certification. Les pharmaciens devenus pharmaciens-propriétaires après le 9 juillet 2013 ne sont pas partie au recours collectif.

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron Bank Limited, filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation, qui ont été reçus de 2015 à 2017, portent sur les années d'imposition 2000 à 2012 et totalisent 370 millions de dollars, y compris les intérêts et les pénalités au moment de l'établissement des avis de nouvelle cotisation. La société est d'avis que l'ARC produira probablement des avis de nouvelle cotisation pour l'année d'imposition 2013 en s'appuyant sur les mêmes arguments ou sur des arguments semblables. La société a déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt pour les années d'imposition de 2000 à 2010 et un avis d'opposition pour l'année d'imposition de 2011, et elle déposera un avis d'opposition pour l'année d'imposition de 2012.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, et d'autres types d'ententes commerciales. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnisations à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclarations ou de garanties ou des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. De plus, les modalités de ces dispositions d'indemnisation comportent des montants variés, et certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant d'indemnisation maximal éventuel. Les montants d'indemnisation dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par conséquent, la société n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le total de son passif éventuel maximal relativement aux dispositions d'indemnisation. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 19. Informations sectorielles

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient, gère et aménage des immeubles de commerces de détail et des immeubles commerciaux partout au Canada. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

Le principal décideur en matière d'exploitation de la société évalue les résultats sectoriels en se fondant sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté du résultat d'exploitation²⁾, tels qu'ils sont présentés périodiquement à la direction interne.

L'information portant sur chaque secteur d'exploitation à présenter est incluse ci-dessous :

	17 juin 2017 (12 semaines)					18 juin 2016 (12 semaines)				
(en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	10 827 \$	225 \$	209 \$	(182) \$	11 079 \$	10 494 \$	214 \$	198 \$	(175) \$	10 731 \$
Résultat d'exploitation	578 \$	39 \$	140 \$	(131) \$	626 \$	475 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	517 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	73	13	98	(57)	127	79	12	671	(526)	236
Bénéfice avant impôt sur le résultat	505 \$	26 \$	42 \$	(74) \$	499 \$	396 \$	29 \$	(560) \$	416 \$	281 \$
Résultat d'exploitation	578 \$	39 \$	140 \$	(131) \$	626 \$	475 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	517 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	353	2	—	5	360	339	3	—	4	346
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	120	—	—	—	120	184	—	—	—	184
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(121)	—	—	—	(121)	(123)	—	—	—	(123)
Montant ajusté du BAIIA^{iv)}	930 \$	41 \$	140 \$	(126) \$	985 \$	875 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	924 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	232	2	—	5	239	216	3	—	4	223
Montant ajusté du résultat d'exploitation	698 \$	39 \$	140 \$	(131) \$	746 \$	659 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	701 \$

i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :

- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 133 millions de dollars (129 millions de dollars en 2016) et d'un recouvrement de coûts de 49 millions de dollars (46 millions de dollars en 2016) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dégagés par le secteur Vente au détail.
- Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'élimination de produits locatifs de 133 millions de dollars (129 millions de dollars en 2016) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'une perte de 8 millions de dollars (perte de 23 millions de dollars en 2016) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles, actifs détenus en vue de la vente ou immeubles de placement et évalués au coût, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 5 millions de dollars (4 millions de dollars en 2016) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 1 million de dollars en 2017.
- Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 69 millions de dollars (65 millions de dollars en 2016) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte liée à la juste valeur de 580 millions de dollars en 2016 comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 13 millions de dollars (11 millions de dollars en 2016) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société, et un profit de 1 million de dollars lié à la juste valeur (perte de 108 millions de dollars en 2016) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.

ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 95 millions de dollars (93 millions de dollars en 2016).

iii) Certains éléments sont exclus du résultat d'exploitation afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.

iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 121 millions de dollars (123 millions de dollars en 2016) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

	17 juin 2017 (24 semaines)					18 juin 2016 (24 semaines)				
(en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	20 993 \$	435 \$	412 \$	(360) \$	21 480 \$	20 648 \$	421 \$	390 \$	(347) \$	21 112 \$
Résultat d'exploitation	1 024 \$	78 \$	377 \$	(361) \$	1 118 \$	868 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	953 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	145	27	311	(195)	288	157	25	939	(728)	393
Bénéfice avant impôt sur le résultat	879 \$	51 \$	66 \$	(166) \$	830 \$	711 \$	57 \$	(692) \$	484 \$	560 \$
Résultat d'exploitation	1 024 \$	78 \$	377 \$	(361) \$	1 118 \$	868 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	953 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	705	5	—	10	720	701	6	—	7	714
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	254	—	—	—	254	333	—	—	—	333
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(242)	—	—	—	(242)	(247)	—	—	—	(247)
Montant ajusté du BAIIAⁱⁱⁱ⁾	1 741 \$	83 \$	377 \$	(351) \$	1 850 \$	1 655 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 753 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	463	5	—	10	478	454	6	—	7	467
Montant ajusté du résultat d'exploitation	1 278 \$	78 \$	377 \$	(361) \$	1 372 \$	1 201 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	1 286 \$

i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :

- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 266 millions de dollars (257 millions de dollars en 2016) et d'un recouvrement de coûts de 94 millions de dollars (90 millions de dollars en 2016) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dégagés par le secteur Vente au détail.
- Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'élimination de produits locatifs de 266 millions de dollars (257 millions de dollars en 2016) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'un profit de 85 millions de dollars (perte de 37 millions de dollars en 2016) comptabilisé par le secteur Propriétés de Choix et lié aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles, actifs détenus en vue de la vente ou immeubles de placement et évalués au coût, l'élimination d'une perte de 1 million de dollars (profit de 14 millions de dollars en 2016) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement dans la coentreprise, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 10 millions de dollars (7 millions de dollars en 2016) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 1 million de dollars (3 millions de dollars en 2016).
- Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 138 millions de dollars (130 millions de dollars en 2016) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte de 118 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 761 millions de dollars en 2016) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 26 millions de dollars (23 millions de dollars en 2016) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société, et une perte de 35 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 140 millions de dollars en 2016) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.

ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 192 millions de dollars (189 millions de dollars en 2016).

iii) Certains éléments sont exclus du résultat d'exploitation afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.

iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 242 millions de dollars (247 millions de dollars en 2016) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

(en millions de dollars canadiens)	Au 17 juin 2017	Au 18 juin 2016 ⁱ⁾	Au 31 décembre 2016
Total des actifs			
Vente au détail	29 577 \$	29 584 \$	30 055 \$
Services financiers	3 477	3 267	3 531
Propriétés de Choix	9 504	8 950	9 435
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	(8 532)	(8 191)	(8 585)
Total	34 026 \$	33 610 \$	34 436 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités (note 2).

ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination de certains immeubles de placement détenus par Propriétés de Choix et évalués à la juste valeur, qui sont également présentés dans les résultats consolidés à titre d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement évalués au coût.

(en millions de dollars canadiens)	17 juin 2017 (12 semaines)	18 juin 2016 (12 semaines)	17 juin 2017 (24 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles				
Vente au détail	210 \$	173 \$	332 \$	306 \$
Services financiers ³⁾	8	1	10	5
Propriétés de Choix ³⁾	36	157	66	177
Consolidation et éliminations ⁱ⁾	—	(117)	—	(117)
Total	254 \$	214 \$	408 \$	371 \$

i) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination, dans le secteur Ventes au détail, de certains immeubles de placement détenus par Propriétés de Choix.

Sommaire financier¹⁾

Aux 17 juin 2017 et 18 juin 2016 et pour les périodes closes à ces dates

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2017 (12 semaines)	2016 ⁴⁾ (12 semaines)
Résultats d'exploitation consolidés		
Produits	11 079 \$	10 731 \$
Augmentation des produits	3,2 %	1,9 %
Résultat d'exploitation	626 \$	517 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	985	924
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,9 %	8,6 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	127 \$	236 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128	128
Bénéfice net	364	156
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	361	161
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	358	158
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	445	412
Résultat consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net dilué	0,89 \$	0,39 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué ²⁾	1,11 \$	1,01 \$
Situation financière et flux de trésorerie consolidés		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	1 673 \$	1 234 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872	733
Dépenses d'investissement	254	214
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	547	432
Mesures financières		
Ratio de la dette du secteur Ventes au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Ventes au détail sur une base annuelle ²⁾	1,7x	1,8x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	13,6 %	12,0 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	9,3 %	8,1 %
Résultat d'exploitation du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	10 827 \$	10 494 \$
Résultat d'exploitation	578	475
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 007	2 826
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	930	875
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,3 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	353 \$	339 \$
Statistiques d'exploitation du secteur Vente au détail		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	1,2 %	0,4 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	3,7 %	4,0 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,1	69,6
Nombre de magasins détenus par la société	565	569
Nombre de magasins franchisés	530	525
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires	1 330	1 317
Résultats d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Produits	225 \$	214 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	26	29
Mesures et statistiques d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 841 \$	2 717 \$
Créances sur cartes de crédit	2 908	2 767
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	48	52
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,3 %	13,6 %
Taux annualisé des pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,0 %	4,5 %
Résultats d'exploitation du secteur Propriétés de Choix³⁾		
Produits	209 \$	198 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	98	671
Bénéfice net (perte nette)	42	(560)
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	108	102

Notes de fin de document des résultats financiers et du sommaire financier

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2016 de la société, à la page 142.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société, qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
 - 3) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes les 30 juin conformément aux exercices des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements aux exercices de la société sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR » du rapport de gestion de la société et la note 19 « Informations sectorielles ».
 - 4) Certains chiffres ont été retraités par suite de la décision à l'ordre du jour de l'IFRS Interpretations Committee portant sur l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Voir la note 2, « Principales méthodes comptables », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 de la société.
-

Profil de la société

La société est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix. Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services de cartes de crédit, des services de courtage d'assurance, des services bancaires aux particuliers, des cartes-cadeaux ainsi que des services de télécommunications. Loblaw, ses franchisés et ses pharmaciens-propriétaires figurent parmi les plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant quelque 195 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans plus de 2 400 magasins détenus par la société, magasins franchisés et établissements détenus par des pharmaciens-propriétaires.

La raison d'être de Loblaw, soit *Profiter pleinement de la vie*, met à l'avant-plan les besoins et le bien-être de l'ensemble des consommateurs qui visitent ses magasins et y effectuent un milliard de transactions annuellement. Loblaw est en mesure de répondre à ces besoins, voire de dépasser les attentes de la clientèle, de multiples façons, ce qui inclut notamment ses établissements bien situés; ses quelque 1 000 magasins d'alimentation, tant de type escompte que de spécialité; ses pharmacies offrant des services complets situées dans plus de 1 300 établissements Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et plus de 500 magasins de Loblaw; ses services bancaires sans frais offerts par l'entremise des *Services financiers le Choix du Président*; ses vêtements mode de marque *Joe Fresh* à prix abordables pour toute la famille; et trois des marques les plus populaires au Canada, soit *le Choix du Président*^{MD}, *sans nom*^{MD} et *Life Brand*^{MD}. Grâce aux programmes de fidélisation *PC Plus*^{MC} et *Shoppers Optimum*^{MD}/*Pharmaprix Optimum*^{MD}, plus d'un Canadien sur trois accumule des récompenses dans les magasins de la société.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw Limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare Inc.
100, University Avenue
Toronto, Canada
M5J 2Y1

Sans frais : 1-800-564-6253
(Canada et États-Unis)
Télécopieur : 416-263-9394
Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330
Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs :
Roy MacDonald
Vice-président, Relations avec les investisseurs
905-861-2243
investor@loblaw.ca

Personne-ressource pour les médias :
Kevin Groh
Vice-président, Affaires corporatives et communications
905-861-2437
pr@loblaw.ca

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses résultats financiers trimestriels. Ces appels sont archivés sous l'onglet « Investisseurs » du site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw Limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 26 juillet 2017 à 10 h (HE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450 ou le 888-231-8191. La rediffusion sera disponible trois heures environ après la téléconférence au 416-849-0833 ou au 855-859-2056, code d'accès 41420556. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca. Préinscription possible.

De plus amples renseignements sur la téléconférence et la webémission se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw Limitée à l'adresse loblaw.ca.

Les Compagnies **Loblaw** Limitée

LOBLAW.CA

SHOPPERSDRUGMART.CA

PHARMAPRIX.CA

PRESIDENTSCHOICE.CA

LECHOIXDUPRESIDENT.CA

JOEFRESH.COM

PCFINANCIAL.CA

CHOICEREIT.CA

BEAUTYBOUTIQUE.CA

GALERIEBEAUTE.CA